

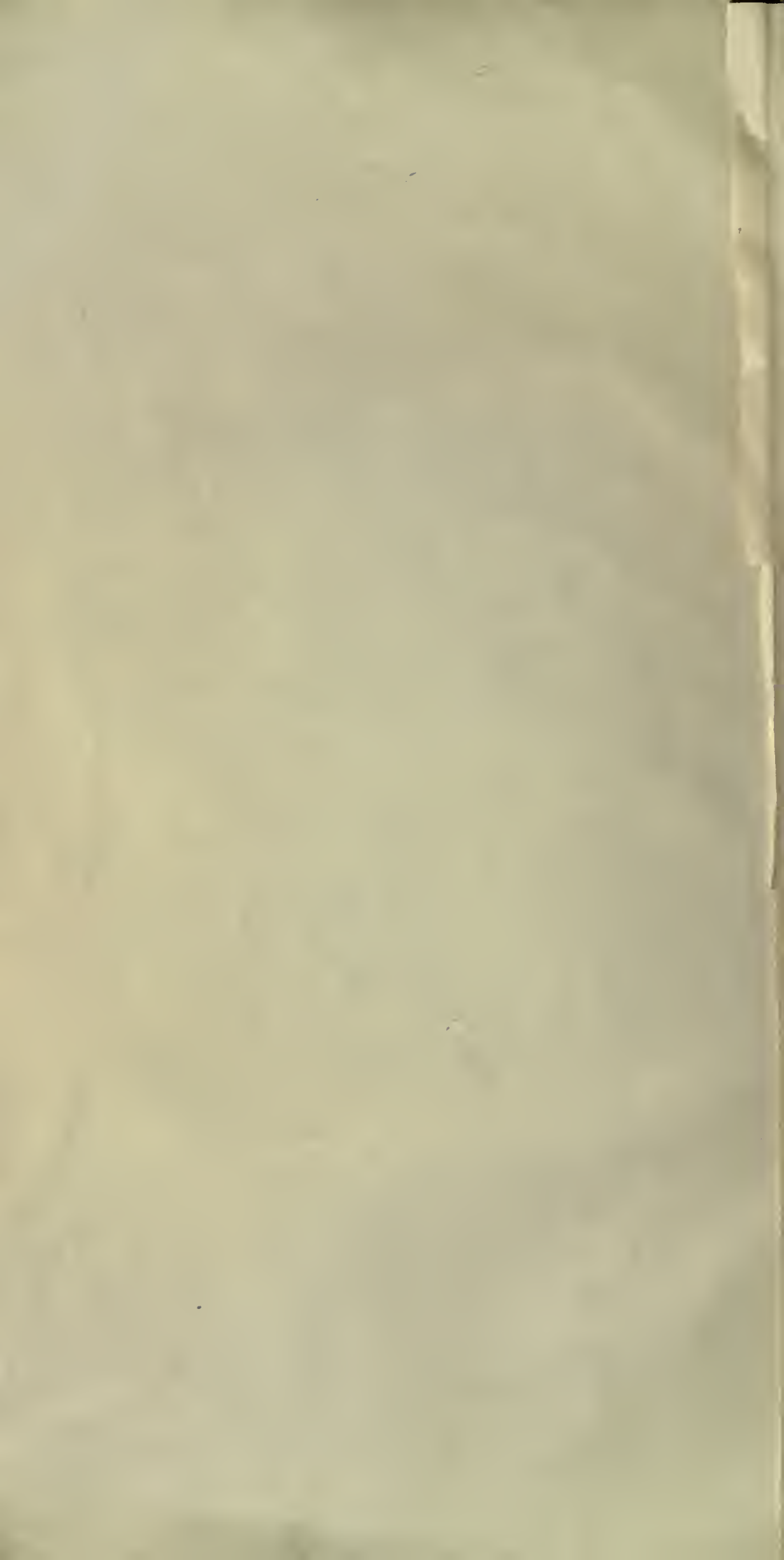
Gt. Brit. Treaties, etc.,
1814

Treaties of peace and
alliance

DC
238
G7⁵
1814

Digitized by the Internet Archive
in 2007 with funding from
Microsoft Corporation





HMed
~~P2525+~~

Paris, Treaties of, 1814-1815

TREATIES

OF

PEACE AND ALLIANCE;

Signed at Paris, on the 30th May, 1814, and 20th November, 1815.

*Presented to the House of Commons, by Command of Her Majesty, in pursuance of their
Address of February 16, 1860.*

397754
6.11.41

LONDON:

PRINTED BY HARRISON AND SONS.

9

DC
238
.5
G7
1814

BRITISH



	Page.
1. Definitive Treaty of Peace and Amity between Great Britain, Austria, Prussia, and Russia, and France. Signed at Paris, 30th May, 1814 ..	1
2. Definitive Treaty of Peace and Amity between Great Britain, Austria, Prussia, and Russia, and France. Signed at Paris, 20th November, 1815	21
3. Treaty of Alliance and Friendship between Great Britain, Austria, Prussia, and Russia. Signed at Paris, 20th November, 1815 ..	28

for—

“In completion of the Papers called ‘Treaties of Guarantee,’ Extracts of the Treaties by which Her Majesty is engaged to maintain in force any stipulations concerning the Frontiers of France.”

[There is no further Treaty of Guarantee properly so called; the following Treaties allude to the Frontiers of France, together with other subjects.]

1.) *Definitive Treaty of Peace and Amity between Great Britain, Austria, Prussia, and Russia and France. Signed at Paris, 30th May, 1814.*

(The Stipulations of the Separate Treaties between Austria, Prussia and Russia, and France, signed on the same day, were *verbatim* the same as those of this Treaty.)

Au Nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité.

SA Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, et ses Alliés d'une part, et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre d'autre part, étant animés d'un égal désir de mettre fin aux longues agitations de l'Europe et aux malheurs des Peuples, par une Paix solide, fondée sur une juste repartition de forces entre les Puissances, et portant dans ses Stipulations la garantie de sa durée; et Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande et ses Alliés, ne voulant plus exiger de la France, aujourd'hui que, s'étant replacée sous le Gouvernement paternel de ses Rois, elle offre ainsi à l'Europe un gage de sécurité, et de stabilité, les conditions et les garanties qu'ils lui avaient à regret demandées sous son dernier Gouvernement; Leurs dites Majestés ont nommé des Plénipotentiaires pour discuter, arrêter, et signer un Traité de Paix et d'Amitié; savoir,

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, le Très Honorable Robert Stewart, Vicomte Castlereagh, Conseiller de Sa dite Majesté en son Conseil Privé, Membre de son Parlement, Colonel du Régiment de Milice de Londonderry, et son Principal Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires Etrangères, &c., &c., &c.; le Sieur George Gordon, Comte d'Aberdeen, Vicomte de Formartine, Lord Haddo, Methlic, Tarvis et Kellie, &c.; l'un de Seize Pairs représentant la Pairie de l'Ecosse dans la Chambre Haute, Chevalier de son Très Ancien et Très Noble Ordre du Chardon, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; le Sieur Guillaume Shaw Cathcart, Vicomte de Cathcart, Baron Cathcart et Greenock, Conseiller de Sa dite Majesté en son Conseil Privé, Chevalier de son Ordre du Chardon, et des Ordres de Russie, Général dans ses Armées, et son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; et l'Honorable Charles Guillaume Stewart, Chevalier de son Très Honorable Ordre du Bain, Membre de son Parlement, Lieutenant-Général dans ses Armées, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, et de plusieurs autres, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse; et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, Monsieur Charles Maurice de Talleyrand Perigord, Prince de Bénévent, Grand Aigle de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, Grand Croix de l'Ordre de Léopold d'Autriche, Chevalier de l'Ordre de St. André de Russie, et son Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivans:

ARTICLE I.

Il y aura, à compter de ce jour, Paix et Amitié entre Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande et ses Alliés d'une part, et Sa Majesté le Roi

de France et de Navarre, d'autre part, leurs Héritiers et Successeurs, leurs Etats et Sujets respectifs, à perpétuité.

Les Hautes Parties Contractantes apporteront tous leurs soins à maintenir, non seulement entr'elles, mais encore, autant qu'il dépend d'elles, entre tous les Etats de l'Europe, la bonne harmonie et intelligence si nécessaires à son repos.

ARTICLE II.

Le Royaume de France conserve l'intégrité de ses limites, telles qu'elles existaient à l'époque du 1er Janvier, 1792. Il recevra en outre une augmentation de Territoire comprise dans la ligne de démarcation fixée par l'Article suivant :

ARTICLE III.

Du côté de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie, l'ancienne Frontière, ainsi qu'elle existait le 1er Janvier, de l'année 1792, sera rétablie en commençant de la Mer du Nord entre Dunkerque et Nieuport, jusqu'à la Méditerranée entre Cagnes et Nice, avec les rectifications suivantes :

1. Dans le Département de Jemappes, les Cantons de Dour, Merbes-le-Château, Beaumont, et Chimay, resteront à la France; la ligne de démarcation passera là où elle touche le Canton de Dour, entre ce Canton et ceux de Boussu et Paturage, ainsi que plus loin entre celui de Merbes-le-Château, et ceux de Binch et de Thuin.

2. Dans le Département de Sambre et Meuse, les Cantons de Walcourt, Florennes, Beauraing, et Gedinne appartiendront à la France; la démarcation, quand elle atteint ce Département, suivra la ligne qui sépare les Cantons précités du Département de Jemappes, et du reste de celui de Sambre et Meuse.

3. Dans le Département de la Moselle, la nouvelle démarcation, là où elle s'écarte de l'ancienne, sera formée par une ligne à tirer depuis Perle jusqu'à Frimersdorff, et par celle qui sépare le Canton de Tholey du reste du Département de la Moselle.

4. Dans le Département de la Sarre, les Cantons de Saarbruck et d'Arneval resteront à la France, ainsi que la partie de celui de Lebach qui est située au midi d'une ligne à tirer le long des confins des Villages de Herchenbach, Ueberhofen, Hilsbach, et Hall, (en laissant ces différens endroits hors de la Frontière Française,) jusqu'au point où, près de Querselle (qui appartient à la France), la ligne qui sépare les Cantons d'Arneval et d'Ottweiler atteint celle qui sépare ceux d'Arneval et de Lebach. La Frontière de ce côté sera formée par la ligne ci-dessus désignée, et ensuite par celle qui sépare le Canton d'Arneval de celui de Bliescastel.

5. La Forteresse de Landau ayant formé, avant l'année 1792, un point isolé dans l'Allemagne, la France conserve, au delà de ses Frontières, une partie des Départemens du Mont-Tonnerre et du Bas-Rhin, pour joindre la Forteresse de Landau et son rayon au reste du Royaume. La nouvelle démarcation, en partant du point où près d'Obersteinbach (qui reste hors des limites de la France) la Frontière entre le Département de la Moselle, et celui du Mont-Tonnerre, atteint le Département du Bas-Rhin, suivra la ligne qui sépare les Cantons de Weissenbourg et de Bergzabern (du côté de la France) des Cantons de Pirmasens, Dahn, et Annweiler (du côté de l'Allemagne), jusqu'au point où ces limites, près du Village de Vollmersheim, touchent l'ancien rayon de la Forteresse de Landau. De ce rayon, qui reste ainsi qu'il était en 1792, la nouvelle Frontière suivra le bras de la Rivière de la Queick, qui, en quittant ce rayon près de Queickheim (qui reste à la France) passe près des Villages de Merlenheim, Knittelsheim, et Belheim (demeurant également Français) jusqu'au Rhin, qui continuera ensuite à former la limite de la France et de l'Allemagne.

Quant au Rhin, le Thalweg constituera la limite, de manière, cependant, que les changemens que subira par la suite le cours de ce fleuve, n'aient à l'avenir aucun effet sur la propriété des Iles qui s'y trouvent; l'état de possession de ces Iles sera rétabli tel qu'il existait à l'époque de la Signature du Traité de Lunéville.

6. Dans le Département du Doubs la Frontière sera rectifiée, de manière à ce qu'elle commence au-dessus de la Raçonnière, près de Locle, et suive la Crête du Jura entre le Cerneux-Pequignot et le Village de Fontenelles, jusqu'à une cime du Jura, située à environs 7,000 ou 8,000 pieds au Nord-Ouest du Village de la Brevine, où elle retombrera dans l'ancienne limite de la France.

7. Dans le Département du Léman, les Frontières entre le Territoire Français, le Pays-de-Vaud, et les différentes portions du Territoire de la République de Genève (qui fera partie de Suisse) restent les mêmes qu'elles étaient avant l'incorporation de Genève à la France. Mais le Canton de Frangy, celui de St. Julien (à l'exception de la partie située au Nord d'une ligne à tirer du point où la Rivière de la Laire entre près de

Chancy dans le Territoire Genèveois, le long des confins de Séséquin, Laconex, et Sesenuève, qui resteront hors des limites de la France) le Canton de Reignier (à l'exception de la portion qui se trouve à l'Est d'une ligne qui suit les confins de la Muraz, Bussy, Pers, et Cornier, qui seront hors des limites Françaises), et le Canton de la Roche (à l'exception des endroits nommés de la Roche et Armanoy avec leurs districts) resteront à la France. La Frontière suivra les limites de ces différens Cantons, et les lignes qui séparent les portions qui demeurent à la France, de celles qu'elle ne conserve pas.

8. Dans le Département du Mont Blanc, la France acquiert la Sous-Préfecture de Chambéry, à l'exception des Cantons de l'Hôpital de St. Pierre-d'Albigny, de la Rocette, et de Montmelian, et la Sous-Préfecture d'Annecy, à l'exception de la partie du Canton de Faverges, située à l'Est d'une ligne qui passe entre Ourechaise et Marlens du côté de la France, et Marthod et Ugine du côté opposé, et qui suit après la crête des montagnes jusqu'à la Frontière du Canton de Thones : c'est cette ligne qui, avec la limite des Cantons mentionnés, formera de ce côté la nouvelle Frontière.

Du côté des Pyrénées, les Frontières restent telles qu'elles étaient entre les deux Royaumes de France et d'Espagne à l'époque du 1er Janvier, 1792, et il sera de suite nommé une Commission Mixte de la part des deux Couronnes pour en fixer la démarcation finale.

La France renonce à tous droits de Souveraineté, de Suzeraineté, et de possession sur tous les Pays et Districts, Villes et endroits quelconques situés hors de la Frontière ci-dessus désignée, la Principauté de Monaco étant toutefois replacée dans les rapports où elle se trouvait avant le 1er Janvier, 1792.

Les Cours Alliées assurent à la France la possession de la Principauté d'Avignon, du Comtat Venaissin, du Comté des Montbéliard, et de toutes les Enclaves qui ont appartenu autrefois à l'Allemagne, comprises dans la Frontière ci-dessus indiquée, qu'elles aient été incorporées à la France avant ou après, le 1er Janvier, 1792.

Les Puissances se réservent réciproquement la faculté entière de fortifier telle point de leurs Etats, qu'elles jugeront convenables pour leur sûreté.

Pour éviter toute lésion de propriétés particulières, et mettre à couvert d'après les principes les plus libéraux, les biens d'Individus domiciliés sur les Frontières, il sera nommé par chacun des Etats limitrophes de la France, des Commissaires pour procéder, conjointement avec des Commissaires Français, à la délimitation des Pays respectifs.

Aussitôt que le travail des Commissaires sera terminé, il sera dressé des cartes signées par les Commissaires respectifs, et placé des poteaux, qui constateront les limites réciproques.

ARTICLE IV.

Pour assurer les communications de la Ville de Genève avec d'autres parties du Territoire de la Suisse situées sur le Lac, la France consent à ce que l'usage de la route par Versoy soit commun aux 2 Pays. Les Gouvernemens respectifs s'entendront à l'amiable sur les moyens de prévenir la contrebande, et de régler le cours des postes et l'entretien de la route.

ARTICLE V.

La navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer, et réciproquement, sera libre; de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à personne; et l'on s'occupera, au futur Congrès, des principes d'après lesquels on pourra régler les droits à lever par les Etats riverains, de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les Nations.

Il sera examiné et décidé de même dans le futur Congrès, de quelle manière, pour faciliter les communications entre les Peuples et les rendre toujours moins étrangers les uns aux autres, la disposition ci-dessus pourra être également étendue à tous les autres Fleuves qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent différens Etats.

ARTICLE VI.

La Hollande, placée sous la Souveraineté de la Maison d'Orange, recevra un accroissement de Territoire. Le titre et l'exercice de la Souveraineté, n'y pourront dans aucun cas appartenir à aucun Prince portant ou appelé à porter une Couronne Etrangère.

Les Etats de l'Allemagne seront indépendans, et unis pas un Lien Fédératif.

La Suisse Indépendante continuera de se gouverner par elle-même.

L'Italie, hors des limites des Pays qui reviendront à l'Autriche, sera composée d'Etats Souverains.

ARTICLE VII.

L'Île de Malte et ses Dépendances appartiendront en toute propriété et Souveraineté à Sa Majesté Britannique.

ARTICLE VIII.

Sa Majesté Britannique, stipulant pour elle et ses Alliés, s'engage à restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne, dans les délais qui seront ci-après fixées, les Colonies, Pêcheries, Comptoirs et Etablissements de tout genre que la France possédait au 1er Janvier, 1792, dans les Mers et sur les Continents de l'Amérique, de l'Afrique, et de l'Asie; à l'exception toutefois des Îles de Tobago et de St. Lucie, et de l'Île de France, et de ses Dépendances, nommément Rodrigue et les Séchelles, lesquelles Sa Majesté Très-Chrétienne cède en toute propriété et Souveraineté à Sa Majesté Britannique, comme aussi de la partie de St. Domingue cédée à la France par la Paix de Bâle, et que Sa Majesté Très-Chrétienne rétrocède à Sa Majesté Catholique en toute propriété et Souveraineté.

ARTICLE IX.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, en conséquence d'arrangements pris avec ses Alliés, et pour l'exécution de l'Article précédent, consent à ce que l'Île de la Guadeloupe soit restituée à Sa Majesté Très-Chrétienne, et cède tous les droits qu'il peut avoir sur cette Île.

ARTICLE X.

Sa Majesté Très-Fidèle, en conséquence d'arrangements pris avec ses Alliés, et pour l'exécution de l'Article VIII, s'engage à restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne, dans le délai ci-après fixé, la Guiane Française, telle qu'elle existait au 1er Janvier, 1792.

L'effet de la Stipulation ci-dessus étant de faire revivre la contestation existante à cette époque au sujet des Limites, il est convenu que cette contestation sera terminée par un arrangement amiable entre les 2 Cours, sous la médiation de Sa Majesté Britannique.

ARTICLE XI.

Les Places et Forts existant dans les Colonies et Etablissements qui doivent être rendus à Sa Majesté Très-Chrétienne, en vertu des Articles VIII, IX, et X, seront remis dans l'état où ils se trouveront au moment de la Signature du présent Traité.

ARTICLE XII.

Sa Majesté Britannique s'engage à faire jouir les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, relativement au commerce et à la sûreté de leurs personnes et propriétés, dans les limites de la Souveraineté Britannique sur le Continent des Indes, des mêmes facilités, privilèges et protection qui sont à présent ou seront accordés aux Nations les plus favorisées.

De son côté Sa Majesté Très-Chrétienne n'ayant rien plus à cœur que la perpétuité de la Paix entre les 2 Couronnes de France et d'Angleterre, et voulant contribuer, autant qu'il est en elle, à écarter dès-à-présent, des rapports des 2 Peuples, ce qui pourrait un jour altérer la bonne intelligence mutuelle, s'engage à ne faire aucun ouvrage de Fortification dans les établissemens qui lui doivent être restitués, et qui sont situés dans les limites de la Souveraineté Britannique sur le Continent des Indes, et à ne mettre dans ces établissemens que le nombre de Troupes nécessaire pour le maintien de la Police.

ARTICLE XIII.

Quant au droit de Pêche des Français sur le Grand Banc de Terre-Neuve, sur les Côtes de l'Île de ce nom, et des Îles adjacentes, dans le Golfe de St. Laurent, tout sera remis sur le même pied qu'en 1792.

ARTICLE XIV.

Les Colonies, Comptoirs, et Etablissements qui doivent être restitués à Sa Majesté Très-Chrétienne par Sa Majesté Britannique ou ses Alliés, seront remis, savoir, ceux qui

sont dans les Mers du Nord ou dans les Mers et sur les Continents de l'Amérique, et de l'Afrique, dans les 3 mois, et ceux qui sont au delà du Cap de Bonne Espérance, dans les 6 mois qui suivront la Ratification du présent Traité.

ARTICLE XV.

Les Hautes Parties Contractantes s'étant réservé par l'Article IV de la Convention du 23 Avril dernier, de régler, dans le présent Traité de Paix Définitif, le sort des Arsenaux et des Vaisseaux de Guerre, armés et non armés, qui se trouvent dans les Places Maritimes remises par la France, en exécution de l'Article II de la dite Convention, il est convenu que les dits Vaisseaux et Bâtimens de Guerre, armés et non armés, comme aussi l'Artillerie Navale et les Munitions Navales, et tous les matériaux de construction et d'armemens, seront partagés entre la France et le Pays où les Places sont situées, dans la proportion de 2-tiers pour la France, et de 1-tiers pour les Puissances auxquelles les dites Places appartiendront. Seront considérés comme matériaux, et partagés comme tels, dans la proportion ci-dessus énoncée, après avoir été démolis, les Vaisseaux et Bâtimens en construction, qui ne seraient pas en état d'être mis en mer 6 semaines après la Signature du présent Traité.

Des Commissaires seront nommés de part et d'autre pour arrêter le partage, et en dresser l'état, et des Passeports ou Sauf-Conduits seront donnés par les Puissances Alliées pour assurer le retour en France des Ouvriers, Gens de Mer, et Employés Français.

Ne sont compris dans les Stipulations ci-dessus les Vaisseaux et Arsenaux existans dans les Places Maritimes qui seraient tombées au pouvoir des Alliés antérieurement au 23 Avril, ni les Vaisseaux et Arsenaux qui appartenaient à la Hollande, et nommément la Flotte du Texel.

Le Gouvernement de France s'oblige à retirer ou à faire vendre tout ce qui lui appartiendra par les Stipulations ci-dessus énoncées, dans le délai de 3 mois après le partage effectué.

Dorénavant le Port d'Anvers sera uniquement un Port de Commerce.

ARTICLE XVI.

Les Hautes Parties Contractantes voulant mettre et faire mettre dans un entier oubli les divisions qui ont agité l'Europe, déclarent et promettent que, dans les Pays restitués et cédés par le présent Traité, aucun Individu de quelque classe et condition qu'il soit ne pourra être poursuivi, inquiété, ou troublé, dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, ou à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement soit à aucune des Parties Contractantes, soit à des Gouvernemens qui ont cessé d'exister, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des Individus, ou pour des actes postérieurs, au présent Traité.

ARTICLE XVII.

Dans tous les Pays qui doivent ou devront changer de Maîtres, tant en vertu du présent Traité que des arrangemens qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux Habitans naturels et Étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient, un espace de 6 ans, à compter de l'échange des Ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant soit depuis la Guerre actuelle, et se retirer dans tel Pays qu'il leur plaira de choisir.

ARTICLE XVIII.

Les Puissances Alliées voulant donner à Sa Majesté Très-Chrétienne un nouveau témoignage de leur désir de faire disparaître, autant qu'il est en elles, les conséquences de l'époque de malheur, si heureusement terminée par la présente Paix, renoncent à la totalité des sommes que les Gouvernemens ont à réclamer de la France, à raison de contrats, de fournitures, ou d'avances quelconques faites au Gouvernement Français dans les différentes Guerres qui ont eu lieu depuis 1792.

De son côté, Sa Majesté Très-Chrétienne renonce à toute réclamation qu'elle pourrait former contre les Puissances Alliées aux mêmes titres. En exécution de cet Article, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se remettre mutuellement tous les titres, obligations et documens, qui ont rapport aux Créances auxquelles elles ont réciproquement renoncé.

ARTICLE XIX.

Le Gouvernement Français s'engage à faire liquider et payer les sommes qu'il se trouverait devoir d'ailleurs dans des Pays hors de son Territoire, en vertu de contrats ou d'autres engagemens formels, passés entre des Individus ou des Etablissemens particuliers et les Autorités Françaises, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales.

ARTICLE XX.

Les Hautes Parties Contractantes nommeront immédiatement après l'échange des Ratifications du présent Traité, des Commissaires pour régler et tenir la main à l'exécution de l'ensemble des dispositions renfermées dans les Articles XVIII et XIX. Ces Commissaires s'occuperont de l'examen des réclamations dont il est parlé dans l'Article précédent, de la liquidation des sommes réclamées, et du mode dont le Gouvernement Français proposera de s'en acquitter. Ils seront chargés de même de la remise des titres, obligations, et documens relatifs aux Créances auxquelles les Hautes Parties Contractantes renoncent mutuellement, de manière que la ratification du résultat de leur travail complétera cette renonciation réciproque.

ARTICLE XXI.

Les Dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur les Pays qui cessent d'appartenir à la France, ou contractées pour leur administration intérieure, resteront à la charge de ces mêmes Pays. Il sera tenu compte en conséquence au Gouvernement Français, à partir du 22 Décembre, 1813, de celles de ces Dettes qui ont été converties en Inscriptions au Grand Livre de la Dette Publique de France.

Les Titres de toutes celles qui ont été préparées pour l'inscription, et n'ont pas encore été inscrites, seront remis aux Gouvernemens des Pays respectifs. Les Etats de toutes ces Dettes seront dressés et arrêtés par une Commission Mixte.

ARTICLE XXII.

Le Gouvernement Français restera chargé de son côté du remboursement de toutes les sommes versées par les Sujets des Pays ci-dessus mentionnés dans les Caisses Françaises, soit à titre de Cautionnement, de Dépôts, ou de Consignation.

De même les Sujets Français, Serviteurs des dits Pays, qui ont versé des sommes à titre de Cautionnement, Dépôts, ou Consignations dans leurs Trésors respectifs, seront fidèlement remboursés.

ARTICLE XXIII.

Les Titulaires de places assujetties à Cautionnement, qui n'ont pas de maniement de deniers, seront remboursés, avec les intérêts jusqu'à parfait payement à Paris, par cinquième et par année, à partir de la date du présent Traité.

A l'égard de ceux qui sont comptables, ce remboursement commencera au plus tard six mois après la présentation de leurs Comptes, le seul cas de malversation excepté. Une Copie du dernier Compte sera remise au Gouvernement de leur Pays, pour lui servir de renseignement et de point de départ.

ARTICLE XXIV.

Les Dépôts Judiciaires et Consignations faits dans la Caisse d'Amortissement, en exécution de la Loi du 28 Nivose, an 13, (18 Janvier, 1805,) et qui appartiennent à des Habitans des Pays que la France cesse de posséder, seront remis dans le terme de l'année à compter de l'échange des Ratifications du présent Traité, entre les mains des Autorités des dits Pays, à l'exception de ceux de ces Dépôts et Consignations qui intéressent des Sujets Français, dans lequel cas ils resteront dans la Caisse d'Amortissement pour n'être remis que sur les justifications résultantes des décisions des Autorités compétentes.

ARTICLE XXV.

Les Fonds déposés par les Communes et Etablissemens Publics dans la Caisse de Service et dans la Caisse d'Amortissement, ou dans toute autre Caisse du Gouvernement, leur seront remboursés par cinquième, d'année en année, à partir de la date du présent Traité, sous la déduction des avances qui leur auraient été faites, et sauf des oppositions régulières faites sur ces Fonds par des Créanciers des dites Communes et des dits Etablissemens Publics.

ARTICLE XXVI.

A dater du 1er Janvier, 1814, le Gouvernement Français cesse d'être chargé du payement de toute Pension, Civile, Militaire, et Ecclésiastique, soldc de retraite et traitement de réforme, à tout Individu qui se trouve n'être plus Sujet Français.

ARTICLE XXVII.

Les Domaines Nationaux acquis à titre onéreux par des Sujets Français dans les ci-devant Départemens de la Belgique, de la rive gauche du Rhin et des Alpes, hors des anciennes limites de la France, sont et demeurent garantis aux acquéreurs.

ARTICLE XXVIII.

L'abolition des Droits d'Aubaine, de Détraction, et autres de la même nature, dans les Pays qui l'ont réciproquement stipulée avec la France, ou qui lui avaient précédemment été réunis, est expressément maintenue.

ARTICLE XXIX.

Le Gouvernement Français s'engage à faire restituer les Obligations et autres Titres qui auraient été saisis dans les Provinces occupées par les Armées ou Administrations Françaises : et dans le cas où la restitution ne pourrait en être effectuée, ces Obligations et Titres sont et demeurent anéantis.

ARTICLE XXX.

Les sommes qui seront dûes pour tous les Travaux d'utilité publique non encore terminés, ou terminés postérieurement au 31 Décembre, 1812, sur le Rhin et dans les Départemens détachés de la France par le présent Traité, passeront à la charge des futurs Possesseurs du Territoire, et seront liquidées par la Commission chargée de la liquidation des Dettes des Pays.

ARTICLE XXXI.

Les Archives, Cartes, Plans et Documens quelconques, appartenant aux Pays cédés, ou concernant leur administration, seront fidèlement rendus en même tems que le Pays, ou, si cela était impossible, dans un délai qui ne pourra être de plus de six mois, après la remise des Pays mêmes.

Cette Stipulation est applicable aux Archives, Cartes, et Planches, qui pourraient avoir été enlevées dans les Pays momentanément occupés par les différentes Armées.

ARTICLE XXXII.

Dans le délai de deux mois, toutes les Puissances qui ont été engagées de part et d'autre dans la présente Guerre, enverront des Plénipotentiaires à Vienne pour régler, dans un Congrès Général, les arrangemens qui doivent compléter les dispositions du présent Traité.

ARTICLE XXXIII.

Le présent Traité sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées dans le délai de quinze jours, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 30 Mai, l'an de Grâce, 1814.

(L.S.) CASTLEREAGH.
 (L.S.) ABERDEEN.
 (L.S.) CATHCART.
 (L.S.) CHARLES STEWART, Lieutenant-Général.
 (L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.

(English Version.)

In the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

HIS Majesty, the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Allies on the one part, and His Majesty the King of France and of Navarre on the other part, animated by an equal desire to terminate the long agitations of Europe, and the sufferings of Mankind, by a permanent Peace, founded upon a just repartition of force between its States, and containing in its Stipulations the pledge of its durability; and His Britannic Majesty, together with his Allies, being unwilling to require of France, now that, replaccd under the paternal Government of Her Kings, she offers the assurance of security and stability to Europe, the conditions and guarantees which they had with regret demanded from her former Government, Their said Majesties have named Plenipotentiaries to discuss, settle, and sign a Treaty of Peace and Amity; namely,

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Robert Stewart, Viscount Castlereagh, one of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, Member of Parliament, Colonel of the Londonderry Regiment of Militia, and his Principal Secretary of State for Foreign Affairs, &c., &c., &c.; the Right Honourable George Gordon, Earl of Aberdeen, Viscount Formartine, Lord Haddo, Methlic, Tarvis, and Kellie, &c., one of the Sixteen Peers representing the Peerage of Scotland in the House of Lords, Knight of His Majesty's Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Imperial and Royal Apostolic Majesty; the Right Honourable William Shaw Cathcart, Viscount Cathcart, Baron Cathcart and Greenock, one of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of his Order of the Thistle, and of the Orders of Russia, General in His Majesty's Army, and his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of All the Russias; and the Honourable Sir Charles William Stewart, Knight of His Majesty's Most Honourable Order of the Bath, Member of Parliament, Lieutenant-General in His Majesty's Army, Knight of the Prussian Orders of the Black and Red Eagle, and of several others, and his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Prussia; and His Majesty the King of France and Navarre, Charles Maurice de Talcyrand Perigord, Prince of Benevent, Great Eagle of the Legion of Honour, Knight of the Black and Red Eagle of Prussia, Grand Cross of the Order of Leopold of Austria, Knight of the Russian Order of St. Andrew, and His said Majesty's Minister and Secretary of State for Foreign Affairs;

Who having exchanged their Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

ARTICLE I.

There shall be from this day forward perpetual Peace and Friendship between His Britannic Majesty and his Allies on the one part, and His Majesty the King of France and Navarre on the other, their Heirs and Successors, their Dominions and Subjects, respectively.

The High Contracting Parties shall devote their best attention to maintain, not only between themselves, but, inasmuch as depends upon them, between all the States of Europe, that harmony and good understanding which are so necessary for their tranquillity.

ARTICLE II.

The Kingdom of France retains its limits entire, as they existed on the 1st of January, 1792. It shall further receive the increase of Territory comprised within the line established by the following Article:

ARTICLE III.

On the side of Belgium, Germany, and Italy, the Ancient Frontiers shall be re-established as they existed the 1st of January, 1792, extending from the North Sea, between Dunkirk and Nieuport, to the Mediterranean between Cagnes and Nice, with the following modifications:

1. In the Department of Jemappes, the Cantons of Dour, Merbes-le-Chateau, Beaumont, and Chimay, shall belong to France; where the line of demarcation comes in contact with the Canton of Dour, it shall pass between that Canton and those of Boussu and Paturage, and likewise further on it shall pass between the Canton of Merbes-le-Chateau and those of Binch and Thuin.

2. In the Department of Sambre and Meuse, the Cantons of Walcourt, Florennes, Beauraing, and Gedinne, shall belong to France; where the demarcation reaches that

Department, it shall follow the line which separates the said Cantons from the Department of Jemappes, and from the remaining Cantons of the Department of Sambre and Meuse.

3. In the Department of the Moselle, the new demarcation, at the point where it diverges from the old line of Frontier, shall be formed by a line to be drawn from Perle to Fremersdorff, and by the limit which separates the Canton of Tholey from the remaining Cantons of the said Department of the Moselle.

4. In the Department of La Sarre, the Cantons of Saarbruck and Arneval shall continue to belong to France, as likewise the portion of the Canton of Lebach which is situated to the south of a line drawn along the confines of the Villages of Herchenbach, Ueberhofen, Hilsbach, and Hall, (leaving these different places out of the French Frontier;) to the point where, in the neighbourhood of Querselle (which place belongs to France), the line which separates the Cantons of Arneval and Ottweiler reaches that which separates the Cantons of Arneval and Lebach. The Frontier on this side shall be formed by the line above described, and afterwards by that which separates the Canton of Arneval from that of Bliescastel.

5. The Fortress of Landau having, before the year 1792, formed an insulated point in Germany, France retains beyond her Frontiers a portion of the Departments of Mount Tonnerre and of the Lower Rhine, for the purpose of uniting the said Fortress and its radius to the rest of the Kingdom. The new demarcation from the point in the neighbourhood of Obersteinbach (which place is left out of the limits of France) where the Boundary between the Department of the Moselle, and that of Mount Tonnerre, reaches the Department of the Lower Rhine, shall follow the line which separates the Cantons of Wissenbourg and Bergzabern (on the side of France) from the Cantons of Permasens, Dahn, and Annweiler (on the side of Germany), as far as the point near the Village of Vollmersheim, where that line touches the ancient radius of the Fortress of Landau. From this radius, which remains as it was in 1792, the new Frontier shall follow the arm of the River de la Queich, which on leaving the said radius of Queichheim (that place remaining to France) flows near the Villages of Merlenheim, Knittelsheim, and Belheim (these places also belonging to France) to the Rhine, which from thence shall continue to form the boundary of France and Germany.

The main stream (Thalweg) of the Rhine shall constitute the Frontier; provided, however, that the changes which may hereafter take place in the course of that river shall not affect the property of the Islands. The right of possession in these Islands shall be re-established as it existed at the Signature of the Treaty of Luneville.

6. In the Department of the Doubs, the Frontier shall be so regulated as to commence above the Rançonnière near Locle, and follow the Crest of the Jura between the Cerneux-Pequignot and the Village of Fontenelles, as far as the peak of that Mountain, situated about 7,000 or 8,000 feet to the North-West of the Village of La Brevine, where it shall again fall in with the ancient Boundary of France.

7. In the Department of the Lemán, the Frontiers between the French Territory, the Pays de Vaud, and the different portions of the Territory of the Republic of Geneva (which is to form part of Switzerland) remain as they were before the incorporation of Geneva with France. But the Cantons of Frangy and of St. Julien (with the exception of the districts situated to the North of a line drawn from the point where the River of La Laire enters the Territory of Geneva near Chaney, following the confines of Sesequin, Laconex, and Seseneuve, which shall remain out of the limits of France), the Canton of Reignier, (with the exception of the portion to the East of a line which follows the confines of the Muraz, Bussy, Pers, and Cornier, which shall be out of the French limits), and the Canton of La Roche (with the exception of the places called La Roche, and Armanoy, with their districts) shall remain to France. The Frontier shall follow the limits of these different Cantons, and the line which separates the Districts continuing to belong to France, from those which she does not retain.

8. In the Department of Mont-Blanc, France acquires the Sub-Prefecture of Chambéry, with the exception of the Cantons of L'Hôpital, St. Pierre d'Albigny, la Rocette, and Montmelian, and the Sub-Prefecture of Annecy, with the exception of the portion of the Canton of Faverges, situated to the East of a line passing between Ourechaise and Marlens on the side of France, and Marthod and Ugine on the opposite side, and which afterwards follows the crest of the mountains as far as the Frontier of the Canton of Thones; this line, together with the limit of the Cantons before mentioned, shall on this side form the new Frontier.

On the side of the Pyrenees, the Frontiers between the two Kingdoms of France and Spain remain such as they were the 1st of January, 1792, and a Joint Commission shall be named on the part of the two Crowns for the purpose of finally determining the line.

France on her part renounces all rights of Sovereignty, *Suzeraineté*, and of possession,

over all the Countries, Districts, Towns, and places situated beyond the Frontier above described, the Principality of Monaco being replaced on the same footing on which it stood before the 1st of January, 1792.

The Allied Powers assure to France the possession of the Principality of Avignon, of the Comtat Venaissin, of the Comté of Montbeliard, together with the several insulated Territories which formerly belonged to Germany, comprehended within the Frontier above described, whether they have been incorporated with France before or after the 1st of January, 1792.

The Powers reserve to themselves, reciprocally, the complete right to fortify any point in their respective States which they may judge necessary for their security.

To prevent all injury to private property, and protect, according to the most liberal principles, the property of Individuals domiciliated on the Frontiers, there shall be named, by each of the States bordering on France, Commissioners who shall proceed, conjointly with French Commissioners, to the delineation of the respective Boundaries.

As soon as the Commissioners shall have performed their task, maps shall be drawn, signed by the respective Commissioners and posts shall be placed to point out the reciprocal boundaries.

ARTICLE IV.

To secure the communications of the Town of Geneva with other parts of the Swiss Territory situate on the Lake, France consents that the road by Versoy shall be common to the two Countries. The respective Governments shall amicably arrange the means for preventing smuggling, regulating the posts, and maintaining the said road.

ARTICLE V.

The navigation of the Rhine, from the point where it becomes navigable unto the sea, and *vice versâ*, shall be free, so that it can be interdicted to no one:—and at the future Congress, attention shall be paid to the establishment of the principles according to which the Duties to be raised by the States bordering on the Rhine may be regulated, in the mode the most impartial, and the most favourable to the commerce of all Nations.

The future Congress, with a view to facilitate the communication between Nations, and continually to render them less strangers to each other, shall likewise examine and determine in what manner the above provisions can be extended to other Rivers which, in their navigable course, separate or traverse different States.

ARTICLE VI.

Holland, placed under the Sovereignty of the House of Orange, shall receive an increase of Territory. The title and exercise of that Sovereignty shall not in any ease belong to a Prince wearing, or destined to wear a Foreign Crown.

The States of Germany shall be independent, and united by a Federative Bond.

Switzerland, Independent, shall continue to govern herself.

Italy, beyond the limits of the countries which are to revert to Austria, shall be composed of Sovereign States.

ARTICLE VII.

The Island of Malta and its Dependencies shall belong in full right and Sovereignty to His Britannic Majesty.

ARTICLE VIII.

His Britannic Majesty, stipulating for himself and his Allies, engages to restore to His Most Christian Majesty, within the term which shall be hereafter fixed, the Colonies, Fisheries, Factories, and Establishments of every kind which were possessed by France on the 1st of January, 1792, in the Seas and on the Continents of America, Africa, and Asia; with the exception, however, of the Islands of Tobago and St. Lueie, and of the Isle of France and its Dependences, especially Rodrigue and Les Séchelles, which several Colonies and Possessions His Most Christian Majesty cedes in full right and Sovereignty to His Britannic Majesty, and also the portion of St. Domingo ceded to France by the Treaty of Basle, and which His Most Christian Majesty restores in full right and Sovereignty to His Catholic Majesty.

ARTICLE IX.

His Majesty the King of Sweden and Norway, in virtue of the arrangements stipulated with the Allies, and in execution of the preceding Article, consents that the Island of Guadaloupe be restored to His Most Christian Majesty, and gives up all the rights he may have acquired over that Island.

ARTICLE X.

Her Most Faithful Majesty, in virtue of the arrangements stipulated with her Allies, and in execution of the VIIIth Article, engages to restore French Guyana as it existed on the 1st of January, 1792, to His Most Christian Majesty, within the term hereafter fixed.

The renewal of the dispute which existed at that period on the subject of the Frontier, being the effect of this Stipulation, it is agreed that the dispute shall be terminated by a friendly arrangement between the two Courts, under the mediation of His Britannic Majesty.

ARTICLE XI.

The Places and Forts in those Colonies and Settlements, which, by virtue of the VIIIth, IXth, and Xth Articles, are to be restored to His Most Christian Majesty, shall be given up in the state in which they may be at the moment of the signature of the present Treaty.

ARTICLE XII.

His Britannic Majesty guarantees to the subjects of His Most Christian Majesty the same facilities, privileges, and protection, with respect to commerce, and the security of their persons and property within the limits of the British Sovereignty on the Continent of India, as are now, or shall be granted to the most favoured Nations.

His Most Christian Majesty, on his part, having nothing more at heart than the perpetual duration of Peace between the two Crowns of England and of France, and wishing to do his utmost to avoid anything which might affect their mutual good understanding, engages not to erect any Fortifications in the establishments which are to be restored to him within the limits of the British Sovereignty upon the Continent of India, and only to place in those establishments the number of Troops necessary for the maintenance of the Police.

ARTICLE XIII.

The French right of Fishery upon the Great Bank of Newfoundland, upon the Coasts of the Island of that name, and of the adjacent Islands in the Gulf of St. Lawrence, shall be replaced upon the footing on which it stood in 1792.

ARTICLE XIV.

Those Colonies, Factories, and Establishments, which are to be restored to His Most Christian Majesty by His Britannic Majesty or his Allies in the Northern Seas, or in the Seas on the Continents of America and Africa, shall be given up within the three months, and those which are beyond the Cape of Good Hope within the six months which follow the Ratification of the present Treaty.

ARTICLE XV.

The High Contracting Parties having, by the IVth Article of the Convention of the 23rd of April last, reserved to themselves the right of disposing, in the present Definitive Treaty of Peace, of the Arsenal and Ships of War, armed and unarmed, which may be found in the Maritime Places restored by the IInd Article of the said Convention, it is agreed, that the said Vessels and Ships of War, armed and unarmed, together with the Naval Ordnance and Naval Stores, and all materials for building and equipment shall be divided between France and the Countries where the said Places are situated, in the proportion of two-thirds for France, and one-third for the Power to whom the said Places shall belong. The Ships and Vessels on the stocks, which shall not be launched within six weeks after the Signature of the present Treaty, shall be considered as materials, and after being broken up shall be, as such, divided in the same proportions.

Commissioners shall be named on both sides, to settle the division, and draw up a statement of the same, and Passports or Safe Conducts shall be granted by the Allied

Powers for the purpose of securing the return into France of the Workmen, Seamen, and others, in the employment of France.

The Vessels and Arsenals existing in the Maritime Places which were already in the power of the Allies before the 23rd April, and the Vessels and Arsenals which belonged to Holland, and especially the Fleet in the Texel, are not comprised in the above Stipulations.

The French Government engages to withdraw, or to cause to be sold, everything which shall belong to it by the above Stipulations, within the space of three months after the division shall have been carried into effect.

Antwerp shall for the future be solely a Commercial Port.

ARTICLE XVI.

The High Contracting Parties, desirous to bury in entire oblivion the dissensions which have agitated Europe, declare and promise that no Individual, of whatever rank or condition he may be, in the Countries restored and ceded by the present Treaty, shall be prosecuted, disturbed, or molested, in his person or property, under any pretext whatsoever, either on account of his conduct or political opinions, his attachment either to any of the Contracting Parties, or to any Government which has ceased to exist, or for any other reason, except for debts contracted towards Individuals, or acts posterior to the date of the present Treaty.

ARTICLE XVII.

The native Inhabitants and Aliens, of whatever Nation and condition they may be, in those Countries which are to change Sovereigns, as well in virtue of the present Treaty as of the subsequent arrangements to which it may give rise, shall be allowed a period of six years, reckoning from the exchange of the Ratifications, for the purpose of disposing of their property, if they think fit, whether it be acquired before or during the present War, and retiring to whatever Country they may choose.

ARTICLE XVIII.

The Allied Powers desiring to offer His Most Christian Majesty a new proof of their anxiety to arrest, as far as in them lies, the bad consequences of the disastrous epoch fortunately terminated by the present Peace, renounce all the sums which their Governments claim from France, whether on account of contracts, supplies, or any other advances whatsoever to the French Government, during the different Wars which have taken place since 1792.

His Most Christian Majesty, on his part, renounces every claim which he might bring forward against the Allied Powers on the same grounds. In execution of this Article, the High Contracting Parties engage reciprocally to deliver up all titles, obligations, and documents, which relate to the Debts they may have mutually cancelled.

ARTICLE XIX.

The French Government engages to liquidate and pay all debts it may be found to owe in Countries beyond its own Territory, on account of contracts, or other formal engagements between Individuals, or private Establishments, and the French Authorities, as well for supplies, as in satisfaction of legal engagements.

ARTICLE XX.

The High Contracting Parties, immediately after the exchange of the Ratifications of the present Treaty, shall name Commissioners to direct and superintend the execution of the whole of the Stipulations contained in the XVIIIth and XIXth Articles. These Commissioners shall undertake the examination of the claims referred to in the preceding Article, the liquidation of the sums claimed, and the consideration of the manner in which the French Government may propose to pay them. They shall also be charged with the delivery of the titles, bonds, and the documents relating to the Debts which the High Contracting Parties mutually cancel, so that the approval of the result of their labours shall complete that reciprocal renunciation.

ARTICLE XXI.

The Debts which in their origin were specially mortgaged upon the Countries no longer belonging to France, or were contracted for the support of their internal administra-

tion, shall remain at the charge of the said Countries. Such of those Debts as have been converted into Inscriptions in the Great Book of the Public Debt of France, shall accordingly be accounted for with the French Government after the 22nd of December, 1813.

The Deeds of all those Debts which have been prepared for inscription, and have not yet been entered, shall be delivered to the Governments of the respective Countries. The statement of all these Debts shall be drawn up and settled by a Joint Commission.

ARTICLE XXII.

The French Government shall remain charged with the reimbursement of all Sums paid by the subjects of the said Countries into the French Coffers, whether under the denomination of Surety, Deposit, or Consignment.

In like manner all French Subjects, employed in the Service of the said Countries, who have paid sums under the denomination of Surety, Deposit, or Consignment, into their respective Territories, shall be faithfully reimbursed.

ARTICLE XXIII.

The Functionaries holding situations requiring Securities, who are not charged with the expenditure of public money, shall be reimbursed at Paris, with the interest by fifths and by the year, dating from the signature of the present Treaty.

With respect to those who are accountable, this reimbursement shall commence, at the latest, six months after the presentation of their Accounts, except only in cases of malversation. A Copy of the last Account shall be transmitted to the Government of their Countries, to serve for their information and guidance.

ARTICLE XXIV.

The Judicial Deposits and Consignments upon the "*Caisse d'Amortissement*," in the execution of the Law of 28 Nivose, year 13, (18 January, 1805,) and which belong to the Inhabitants of the Countries France ceases to possess, shall, within the space of one year from the exchange of the Ratifications of the present Treaty, be placed in the hands of the Authorities of the said Countries, with the exception of those Deposits and Consignments interesting French subjects, which last will remain in the "*Caisse d'Amortissement*," and will only be given up on the production of the vouchers resulting from the decisions of competent Authorities.

ARTICLE XXV.

The Funds deposited by the Corporations and Public Establishments in the "*Caisse de Service*" and in the "*Caisse d'Amortissement*," or other "*Caisses*," of the French Government, shall be reimbursed by fifths, payable from year to year, to commence from the date of the present Treaty; deducting the advances which have taken place, and subject to such regular charges as may have been brought forward against these Funds by the Creditors of the said Corporations and the said Public Establishments.

ARTICLE XXVI.

From the first day of January, 1814, the French Government shall cease to be charged with the payment of Pensions, Civil, Military and Ecclesiastical, pensions for retirement, and allowances for reduction, to any Individual who shall cease to be a French Subject.

ARTICLE XXVII.

National Domains acquired for valuable considerations by French Subjects in the late Departments of Belgium, and of the left bank of the Rhine and the Alps, beyond the ancient limits of France, and which now cease to belong to her, shall be guaranteed to the purchasers.

ARTICLE XXVIII.

The abolition of the "*Droits d'Aubaine*," de "*Détraction*," and other duties of the same nature, in the Countries which have been formerly incorporated, or which have reciprocally made that stipulation with France, shall be expressly maintained.

ARTICLE XXIX.

The French Government engages to restore all Bonds, and other Deeds which may have been seized in the Provinces occupied by the French Armies or Administrations; and in cases where such restitution cannot be effected, these Bonds and Deeds become and continue void.

ARTICLE XXX.

The Sums which shall be due for all Works of public utility not yet finished, or finished after the 31st of December, 1812, whether on the Rhine or in the Departments detached from France by the present Treaty, shall be placed to the account of the future Possessors of the Territory, and shall be paid by the Commission charged with the liquidation of the Debts of that Country.

ARTICLE XXXI.

All Archives, Maps, Plans and Documents whatever, belonging to the ceded Countries, or respecting their Administration, shall be faithfully given up at the same time with the said Countries: or if that should be impossible, within a period not exceeding six months after the cession of the Countries themselves.

This stipulation applies to the Archives, Maps and Plates, which may have been carried away from the Countries during their temporary occupation by the different Armies.

ARTICLE XXXII.

All the Powers engaged on either side in the present War, shall, within the space of two months, send Plenipotentiaries to Vienna, for the purpose of regulating, in General Congress, the arrangements which are to complete the provisions of the present Treaty.

ARTICLE XXXIII.

The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged within the period of fifteen days, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and affixed to it the Seals of their Arms.

Done at Paris, the 30th of May, in the year of our Lord, 1814.

(L.S.)	CASTLEREAGH.
(L.S.)	ABERDEEN.
(L.S.)	CATHCART.
(L.S.)	CHARLES STEWART, Lieut.-General.
(L.S.)	LE PRINCE DE BENEVENT.

Separate and Secret Articles between Great Britain, Austria, Prussia, and Russia, and France.—Paris, 30th May, 1814.

ARTICLE I.

La disposition à faire des Territoires auxquels Sa Majesté Très-Chrétienne renonce, par l'Article III du Traité Patent, et les rapports desquels doit résulter un système d'équilibre réel et durable en Europe, seront réglés au Congrès sur les bases arrêtées par les Puissances Alliées entre elles, et d'après les dispositions générales contenues dans les Articles suivans.

ARTICLE II.

Les Possessions de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique en Italie, seront limitées par le Pô, et le Tessin, et le Lac Majeur. Le Roi de Sardaigne rentrera en possession des ses anciens Etats, à l'exception de la partie de la Savoye assurée à la France par l'Article III du présent Traité. Il recevra un accroissement de Territoire

par l'Etat de Gènes. Le Port de Gènes restera Port Libre ; les Puissances se réservant de prendre à ce sujet des arrangemens avec le Roi de Sardaigne.

La France reconnoitra et garantira, conjointement avec les Puissances Alliées, et comme elles, l'organisation politique que la Suisse se donne sous les auspices des dites Puissances Alliées, et d'après les bases arrêtées avec elles.

ARTICLE III.

L'établissement d'un juste équilibre en Europe exigeant que la Hollande soit constituée dans des proportions qui la mettent à même de soutenir son indépendance par ses propres moyens, les Pays compris entre la Mer, les Frontières de la France, telles qu'elles se trouvent réglées par le présent Traité, et la Meuse, seront remis à toute perpétuité à la Hollande.

Les Frontières sur la rive droite de la Meuse seront réglées selon les convenances militaires de la Hollande, et de ses voisins.

La liberté de navigation sur l'Escaut sera établie, sur le même principe qui a réglé la navigation du Rhin, dans l'Article V du présent Traité.

ARTICLE IV.

Les Pays Allemands sur la rive gauche du Rhin, qui avaient été réunis à la France depuis 1792, serviront à l'aggrandissement de la Hollande, et à des compensations pour la Prusse et autres Etats Allemands.

ARTICLE V.

La renonciation du Gouvernement Français contenue dans l'Article XVIII, s'étend nommément à toutes les réclamations qu'il pourrait former contre les Puissances Alliées à titre de Dotations, de Donations, de Revenus de la Légion d'Honneur, de Senatoreries, de Pensions, et autres charges de cette nature.

ARTICLE VI.

Le Gouvernement Français ayant offert par l'Article Secret de la Convention du 23 Avril de faire rechercher et d'employer tous ses efforts pour retrouver les fonds de la Banque de Hambourg, promét d'ordonner les perquisitions les plus sévères pour découvrir les dits fonds, et de poursuivre tous ceux qui pourrait en être détenteurs.

Les présens Articles Séparés et Secrets auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au Traité Patent de ce jour.

Ils seront ratifiés et les Ratifications en seront échangées en même tems.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs les ont signés, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris le 30 Mai, l'an de Grâce, 1814.

(L.S.)	CASTLEREAGH.
(L.S.)	ABERDEEN.
(L.S.)	CATHCART.
(L.S.)	CHARLES STEWART, <i>Lieut.-Génl.</i>
(L.S.)	LE PRINCE DE BENEVENT.

(English Version.)

ARTICLE I.

The disposal of the territories given up by His Most Christian Majesty, under the IIIrd Article of the Public Treaty, and the relations from whence a system of real and permanent balance of power in Europe is to be derived, shall be regulated at the Congress upon the principles determined upon by the Allied Powers among themselves, and according to the general provisions contained in the following Articles.

ARTICLE II.

The Possessions of His Imperial and Royal Apostolic Majesty in Italy, shall be secured by the Po, the Tessino, and the Lago Maggiore. The King of Sardinia shall be restored to the possession of his ancient Dominions, with the exception of that part of the Kingdom secured to France by the IIIrd Article of the present Treaty. His Majesty shall not demand an increase of Territory from the State of Genoa. The Port of Genoa shall continue to be a Free Port; the Powers reserving to themselves the right of making arrangements upon this point with the King of Sardinia.

France shall acknowledge and guarantee, conjointly with the Allied Powers, and on the same footing, the political organization which Switzerland shall adopt under the auspices of the said Allied Powers, and according to the basis already agreed upon with the said Powers.

ARTICLE III.

The establishment of a just balance of power in Europe requiring that Holland shall be so constituted as to be enabled to support her independence through her own resources, the Countries comprised between the Sea, the Frontiers of France, such as they are defined by the present Treaty, and the Meuse, shall be given up for ever to Holland.

The Frontiers upon the right bank of the Meuse shall be regulated according to the utility and convenience of Holland, and her neighbours.

The freedom of the navigation of the Scheldt shall be established upon the same principle which has regulated the navigation of the Rhine, in the Vth Article of the present Treaty.

ARTICLE IV.

The German Territories upon the left bank of the Rhine, which have been united to France since 1792, shall contribute to the aggrandizement of Holland, and shall be further adjusted to compensate Prussia, and other German States.

ARTICLE V.

The Renunciation of the French Government contained in the XVIIIth Article extends especially to all claims which might be brought forward against the Allied Powers, under the head of Endowments and Donations, Revenues of the Legion of Honour, Senatorships, Pensions, and other charges of the like kind.

ARTICLE VI.

The French Government having offered by the Secret Article of the Convention of the 23rd April, to make search after, and to make every effort to recover the Funds of the Bank of Hamburgh, engages to set on foot the most severe scrutiny to discover the said Funds, and to pursue those who may be found to have detained them.

The present Separate and Secret Articles shall have the same force and validity as if they were inserted, word for word, in the Treaty Patent of this day.

They shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and affixed to them the seals of their Arms.

Done at Paris, the 30th day of May, in the year of our Lord, 1814.

(L S)	CASTLEREAGH.
(L.S.)	ABERDEEN.
(L.S.)	CATHCART.
(L.S.)	CHARLES STEWART, <i>Lieut.-Gen.</i>
(L.S.)	LE PRINCE DE BENEVENT.

Additional Articles between Great Britain and France.—Paris, 30th May, 1814.

ARTICLE I.

Sa Majesté Très-Chrétienne, partageant sans réserve tous les sentimens de Sa Majesté Britannique, relativement à un genre de commerce que repoussent et les prin-

cipes de la justice naturelle et les lumières des tems ou nous vivons, s'engage à un futur Congrès tous ses efforts à ceux de Sa Majesté Britannique, pour faire proposer par toutes les Puissances de la Chrétienté l'abolition de la Traite des Noirs, de telle sorte que la dite Traite cesse universellement, comme elle cessera définitivement, et dans tous les cas, de la part de la France, dans un délai de cinq années ; et qu'en outre, pendant la durée de ce délai, aucun Traffiquant d'Esclaves n'en puisse importer ni vendre ailleurs que dans les Colonies de l'Etat dont il est Sujet.

ARTICLE II.

Le Gouvernement Britannique et le Gouvernement Français, nommeront immédiatement des Commissaires pour liquider leurs dépenses respectives pour l'entretien des Prisonniers de Guerre, afin de s'arranger sur la manière d'acquitter l'excédant qui se trouverait en faveur de l'une ou de l'autre des deux Puissances.

ARTICLE III.

Les Prisonniers de Guerre respectifs seront tenus d'acquitter, avant leur départ du lieu de leur détention, les dettes particulières qu'ils pourraient y avoir contractées, ou de donner au moins caution satisfaisante.

ARTICLE IV.

Il sera accordé de part et d'autre, aussitôt après la Ratification du présent Traité de Paix, main levée du séquestre qui aurait été mis depuis l'an 1792, sur les fonds, revenus, créances, et autres effets quelconques des Hautes Parties Contractantes ou de leurs Sujets.

Les mêmes Commissaires dont il est fait mention à l'Article II s'occuperont de l'examen et de la liquidation des réclamations des Sujets de Sa Majesté Britannique envers le Gouvernement Français, pour la valeur des biens, meubles ou immeubles indûment confisqués par les Autorités Françaises, ainsi que pour la perte totale ou partielle de leurs créances ou autres propriétés indûment retenues sous le séquestre depuis l'année 1792.

La France s'engage à traiter à cet égard les Sujets Anglais avec la même justice que les Sujets Français ont éprouvé en Angleterre ; et le Gouvernement Anglais, désirant concourir pour sa part au nouveau témoignage que les Puissances Alliées ont voulu donner à Sa Majesté Très-Chrétienne, de leur désir de faire disparaître les conséquences de l'époque de malheur si heureusement terminée par la présente Paix, s'engage de son côté, à renoncer, dès que justice complète sera rendue à ses Sujets, à la totalité de l'excédant qui se trouverait en sa faveur relativement à l'entretien des Prisonniers de Guerre ; de manière que la Ratification du résultat du travail des Commissaires susmentionnés, et l'acquit des sommes, ainsi que la restitution des effets qui seront jugés appartenir aux Sujets de Sa Majesté Britannique compléteront sa renonciation.

ARTICLE V.

Les deux Hautes Parties Contractantes, désirant d'établir les relations les plus amicales entre leurs Sujets respectifs, se réservent et promettent de s'entendre, et de s'arranger le plutôt que faire se pourra sur leurs intérêts commerciaux, dans l'intention d'encourager et d'augmenter la prospérité de leurs Etats respectifs.

Les présens Articles Additionnels auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au Traité de ce jour. Ils seront ratifiés, et les Ratifications en seront échangées en même tems.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs les ont signés, et y ont apposé le Cachet de leur Armes.

Fait à Paris, le 30 Mai, l'an de Grâce, 1814.

(L.S.) CASTLEREAGH.
 (L.S.) ABERDEEN.
 (L.S.) CATHCART.
 (L.S.) CHARLES STEWART, Lieut.-Génl.
 (L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.

(English Version.)

ARTICLE I.

His Most Christian Majesty, concurring without reserve in the sentiments of His Britannic Majesty, with respect to a description of traffic repugnant to the principles of natural justice and of the enlightened age in which we live, engages to unite all his efforts to those of His Britannic Majesty, at the approaching Congress, to induce all the Powers of Christendom to decree the abolition of the Slave Trade, so that the said Trade shall cease universally, as it shall cease definitively, under any circumstances, on the part of the French Government, in the course of five years; and that, during the said period, no Slave Merchant shall import or sell Slaves, except in the Colonies of the State of which he is a subject.

ARTICLE II.

The British and French Governments shall name, without delay, Commissioners to liquidate the accounts of their respective expenses for the maintenance of Prisoners of War, in order to determine the manner of paying the balance which shall appear in favour of the one or the other of the two Powers.

ARTICLE III.

The respective Prisoners of War, before their departure from the place of their detention, shall be obliged to discharge the private debts they may have contracted, or shall at least give sufficient security for the amount.

ARTICLE IV.

Immediately after the Ratification of the present Treaty of Peace, the sequesters, which since the year 1792 may have been laid on the funds, revenues, debts, or any other effects of the High Contracting Parties or their Subjects shall be taken off.

The Commissioners mentioned in the IInd Article shall undertake the examination of the claims of His Britannic Majesty's Subjects upon the French Government, for the value of the property, moveable or immoveable, illegally confiscated by the French Authorities, as also for the total or partial loss of their debts or other property, illegally detained under sequester since the year 1792.

France engages to act towards British Subjects in this respect, in the same spirit of justice which the French Subjects have experienced in Great Britain; and His Britannic Majesty, desiring to concur in the new pledge which the Allied Powers have given to His Most Christian Majesty, of their desire to obliterate every trace of that disastrous epoch so happily terminated by the present Peace, engages on his part; when complete justice shall be rendered to his Subjects, to renounce the whole amount of the balance which shall appear in his favour for support of the Prisoners of War, so that the Ratification of the Report of the above Commissioners and the discharge of the sums due to British Subjects, as well as the restitution of the effects which shall be proved to belong to them, shall complete the renunciation.

ARTICLE V.

The two High Contracting Parties, desiring to establish the most friendly relations between their respective Subjects, reserve to themselves, and promise to come to a mutual understanding and arrangement, as soon as possible, upon their commercial interests, with the view of encouraging and increasing the prosperity of their respective States.

The present Additional Articles shall have the same force and validity as if they were inserted word for word in the Treaty Patent of this day. They shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and affixed to them the Seals of their Arms.

Done at Paris, the 30th day of May, in the year of our Lord, 1814.

(L.S.) CASTLEREAGH.
 (L.S.) ABERDEEN.
 (L.S.) CATHCART.
 (L.S.) CHARLES STEWART, Lieutenant-General.
 (L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.

Additional Article between France and Austria.—Paris, 30th May, 1814.

Les Hautes Parties Contractantes, voulant effacer, toutes les traces des événemens malheureux qui ont pesé sur leurs Peuples, sont convenues d'annuler explicitement les effets des Traités de 1805 et 1809, en autant qu'ils ne sont déjà annulés de fait par le présent Traité. En conséquence de cette détermination, Sa Majesté Très-Chrétienne promet que les Décrets portés contre des Sujets Français ou réputés Français, étant ou ayant été au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, demeureront sans effet, ainsi que les jugemens qui ont pu être rendus en exécution de ces Décrets.

Le présent Article Additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité Patent de ce jour. Il sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées en même tems. En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 30 Mai, l'an de Grâce, 1814.

(L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.
 (L.S.) LE PRINCE DE METTERNICH.
 (L.S.) COMTE DE STADION.

(English Version.)

THE High Contracting Parties, being desirous to obliterate every trace of the unhappy events which have weighed upon their countries, have agreed explicitly to annul the effects of the Treaties of 1805 and 1809, in so much as they are not already annulled, in fact, by the present Treaty. In consequence of this determination, His Most Christian Majesty promises that the Decrees issued against French subjects, or reputed French, being, or having been, in the service of His Imperial and Royal Apostolic Majesty, shall remain without effect, as well as the judgments which may have been given in execution of those Decrees.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word in the Treaty Patent of this day. It shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and affixed to it the seal of their arms.

Done at Paris, the 30th of May, in the year of our Lord 1814.

(L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.
 (L.S.) LE PRINCE DE METTERNICH.
 (L.S.) COMTE DE STADION.

Additional Article between France and Prussia.—Paris, 30th May, 1814.

Quoique le Traité de Paix conclu à Bâle, le 5 Avril, 1795, celui de Tilsit du 9 Juillet, 1807, la Convention de Paris du 20 Septembre, 1808, ainsi que toutes les Conventions et Actes quelconques conclus depuis la Paix de Bâle entre la Prusse et la France, soient déjà annulés de fait par le présent Traité, les Hautes Parties Contractantes ont jugé néanmoins à propos de déclarer encore expressément, que lesdits Traités cessent d'être obligatoires pour tous leurs Articles tant patents que secrets, et qu'elles renoncent mutuellement à tout droit et se dégagent de toute obligation qui pourraient en découler.

Sa Majesté Très-Chrétienne promet que les Décrets portés contre des Sujets Français, ou réputés Français, étant ou ayant été au service de Sa Majesté Prussienne, demeureront sans effet, ainsi que les jugemens qui ont pu être rendus en exécution de ces Décrets.

Le présent Article Additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité Patent de ce jour. Il sera ratifié, et les Ratifications en seront

échangées en même tems. En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 30 Mai, de l'an de Grace, 1814.

(L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.
 (L.S.) CHARLES-AUGUSTE, BARON DE HARDENBERG.
 (L.S.) CHARLES-GUILLAUME, BARON DE HUMBOLDT.

(English Version.)

Although the Treaty of Peace concluded at Bâle, the 5th April, 1795, that of Tilsit of the 9th July, 1807, the Convention of Paris of 20th September, 1808, as well as all the Conventions and Acts whatsoever concluded since the Peace of Bâle between Prussia and France, are already annulled in fact by the present Treaty, the High Contracting Parties have nevertheless considered it advisable again expressly to declare that the said Treaties cease to be binding in all their Articles, as well patent as secret, and that they mutually give up all right, and disengage themselves from every obligation which might arise out of them.

His Most Christian Majesty promises that the Decrees issued against French subjects, or reputed French, being or having been in the service of His Prussian Majesty, shall remain without effect, as well as the judgments which may have been given in execution of those Decrees.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word in the Treaty Patent of this day. It shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and affixed to it the seal of their arms.

Done at Paris, the 30th of May, in the year of our Lord 1814.

(L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.
 (L.S.) CHARLES AUGUSTE BARON DE HARDENBERG.
 (L.S.) CHARLES GUILLAUME BARON DE HUMBOLDT.

Additional Article between France and Russia.—Paris, 30th May, 1814.

Le Duché de Varsovie étant sous l'Administration d'un Conseil Provisoire établi par la Russie, depuis que ce Pays a été occupé par ses Armes, les deux Hautes Parties Contractantes sont convenus de nommer immédiatement une Commission Spéciale composée, de part et d'autre, d'un nombre égal de Commissaires, qui seront chargés de l'examen, de la liquidation, et de tous les arrangemens relatifs aux prétentions réciproques.

Le présent Article Additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité Patent de ce jour. Il sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées en même tems. En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 30 Mai, l'an de Grâce, 1814.

(L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.
 (L.S.) ANDRE, COMTE RASOUMOFFSKY.
 (L.S.) CHARLES ROBERT, COMTE DE NESSELRODE.

(English Version.)

The Duchy of Warsaw being under the administration of a Provisional Council, established by Russia, ever since that country has been occupied by her arms, the two High Contracting Parties have agreed immediately to appoint a special Commission, composed, on both sides, of an equal number of Commissioners, which shall be charged with the examination, liquidation, and all arrangements relative to their reciprocal pretensions.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word in the Treaty Patent of this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and affixed to it the seal of their arms.

Done at Paris, the 30th May, in the year of our Lord 1814.

(L.S.) LE PRINCE DE BENEVENT.

(L.S.) ANDRE COMTE DE RASOUMOFFSKY.

(L.S.) CHARLES ROBERT COMTE DE NESSELRODE.

(2.) *Definitive Treaty of Peace between Great Britain, Austria, Prussia and Russia and France, Signed at Paris, 20th November, 1815.*

(The Stipulations of the Separate Treaties between Austria, Prussia and Russia, and France, signed on the same day, were *verbatim* the same as those of this Treaty.)

Au Nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

LES Puissances Alliées, ayant par leurs efforts réunis et par le succès de leurs armes, préservé la France et l'Europe des bouleversements dont elles étaient menacées par le dernier attentat de Napoléon Bonaparte, et par le système Révolutionnaire reproduit en France pour faire réussir cet attentat ;

Partageant aujourd'hui avec Sa Majesté Très-Chrétienne le désir de consolider, par le maintien inviolable de l'Autorité Royale, et la remise en vigueur de la Charte Constitutionnelle, l'ordre des choses heureusement rétabli en France, ainsi que celui de ramener entre la France et ses Voisins les rapports de confiance et de bienveillance réciproque, que les funestes effets de la Révolution et du système de conquête avaient troublés pendant si longtems ;

Persuadées, que ce dernier but ne saurait être atteint que par un Arrangement, propre à leur assurer de justes indemnités pour le passé, et des garanties solides pour l'avenir ;

Ont pris en considération, de concert avec Sa Majesté le Roi de France, les moyens de réaliser cet Arrangement ; et ayant reconnu que l'Indemnité due aux Puissances ne pouvait être ni toute Territoriale, ni toute Pécuniaire, sans porter atteinte à l'un ou à l'autre des intérêts essentiels de la France ; et qu'il serait plus convenable de combiner les deux modes, de manière à prévenir ces deux inconvénients, leurs Majestés Impériales et Royales ont adopté cette base pour leurs transactions actuelles ; et se trouvant également d'accord sur celle de la nécessité de conserver pendant un temps déterminé, dans les Provinces Frontières de la France, un certain nombre de Troupes Alliées ; elles sont convenues de réunir les différentes dispositions, fondées sur ces bases, dans un Traité Définitif.

Dans ce but, et à cet effet, Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, pour elle et ses Alliés, d'une part, et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, d'autre part, ont nommé leurs Plénipotentiaires, pour discuter, arrêter et signer le dit Traité Définitif, savoir ;

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Robert Stewart, Vicomte de Castlereagh, Chevalier de l'Ordre Très Noble de la Jarretière, Conseiller de Sa dite Majesté en son Conseil Privé, Membre du Parlement, Colonel du Régiment de Milice de Londonderry, et son Principal Secrétaire d'État, ayant le Département des Affaires Etrangères ;—et le Très Illustre et Très Noble Seigneur Arthur, Duc, Marquis, et Comte de Wellington, Marquis de Douro, Vicomte Wellington de Talavera et de Wellington, et Baron Douro de Wellesley, Conseiller de Sa dite Majesté en son Conseil Privé, Feld-Maréchal de ses Armées, Colonel du Régiment Royal des Gardes à Cheval, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Prince de Waterloo, Duc de Ciudad Rodrigo, et Grand d'Espagne de la première Class, Duc de Vittoria, Marquis de Torres Vedras, Comte de Vimiera en Portugal, Chevalier de l'Ordre Très Illustre de la Toison d'Or, de l'Ordre Militaire d'Espagne de Saint Ferdinand, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Impérial Militaire de Marie Thérèse, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Impérial de Saint George de Russie, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle Noir de Prusse, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal Militaire de Portugal de la Tour et de l'Epée, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal Militaire de Suède de l'Epée, Chevalier Grand-Croix des Ordres de l'Eléphant de Dannemarck, de Guillaume des Pays-Bas, de l'Annonciade de

Sardaigne, de Maximilien Joseph de Bavière, et de plusieurs autres, et Commandant en Chef les Armées de Sa Majesté Britannique en France, et celle de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ;

Et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le Sieur Armand Emanuel du Plessis Richelieu, Duc de Richelieu, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint Louis, et des Ordres de Saint Alexandre Newsky, Saint Wladimir et Saint George de Russie, Pair de France, Premier Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Très-Chrétienne, son Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, et Président du Conseil de ses Ministres ;

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleins-Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont signé les Articles suivans ;

ARTICLE I.

Les Frontières de la France seront telles qu'elles étaient en 1790, sauf les modifications de part et d'autre qui se trouvent indiquées dans l'Article présent.

1. Sur les Frontières du Nord, la Ligne de Démarcation restera telle que le Traité de Paris l'avait fixée, jusque vis-à-vis de Quiévrain ; de là, elle suivra les anciennes limites des Provinces Belges, du ci-devant Evêché de Liège et du Duché de Bouillon, telles qu'elles étaient en 1790 ; en laissant les Territoires enclavés de Philippeville et Mariembourg, avec les Places de ce nom, ainsi que tout le Duché de Bouillon, hors des Frontières de la France.

Depuis Villers près d'Orval (sur les confins du Département des Ardennes et du Grand Duché de Luxembourg) jusqu'à Perle, sur la chaussée qui conduit de Thionville à Trèves, la Ligne restera telle qu'elle avait été désignée par le Traité de Paris.

De Perle, elle passera par Launsdorf, Walwich, Sehardorf, Neiderweiling, Pelweiler (tous ces endroits restant avec leurs banlieus à la France), jusqu'à Houvre, et suivra de là les anciennes limites du Pays de Sarrebruck, en laissant Sarrelouis et le cours de la Sarre, avec les endroits situés à la droite de la ligne ci-dessus désignée, et leurs banlieues, hors des Limites Françaises.

Des Limites du Pays de Sarrebruck, la Ligne de Démarcation sera la même qui sépare actuellement de l'Allemagne les Départemens de la Moselle et du Bas-Rhin, jusqu'à la Lauter, qui servira ensuite de Frontière jusqu'à son embouchure dans le Rhin.

Tout le Territoire sur la rive gauche de la Lauter, y compris la Place de Landau, fera partie de l'Allemagne ; cependant, la Ville de Weissenbourg, traversée par cette Rivière, restera toute entière à la France, avec un rayon sur la rive gauche n'exécédant pas 1,000 toises, et qui sera plus particulièrement déterminé par les Commissaires que l'on chargera de la délimitation prochaine.

2. A partir de l'embouchure de la Lauter, le long des Départemens du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, du Doubs et du Jura, jusqu'au Canton de Vaud, les Frontières resteront comme elles ont été fixées par le Traité de Paris. Le Thalweg du Rhin formera la démarcation entre la France et les Etats de l'Allemagne ; mais la propriété des Iles, telle qu'elle sera fixée à la suite d'une nouvelle reconnaissance du cours de ce fleuve, restera immuable, quelques changemens que subisse ce cours par la suite du temps. Des Commissaires seront nommés de part et d'autre par les Hautes Parties Contractantes, dans le délai de trois mois, pour procéder à la dite reconnaissance. La moitié du pont entre Strasbourg et Kehl appartiendra à la France, et l'autre moitié au Grand-Duché de Bade.

3. Pour établir une communication directe entre le Canton de Genève et la Suisse, la partie du Pays de Gex, bornée à l'Est par le Lac Lemane, au Midi par le Territoire du Canton de Genève, au Nord par celui du Canton de Vaud, à l'Ouest par le cours de la Versoix et par une ligne qui renferme les Communes de *Collex-Bossy* et Meyrin, en laissant la Commune de Ferney à la France, sera cédée à la Confédération Helvétique, pour être réunie au Canton de Genève.

La Ligne des Douanes Françaises sera placée à l'Ouest du Jura, de manière que tout le Pays de Gex se trouve hors de cette Ligne.

4. Des Frontières du Canton de Genève jusqu'à la Méditerranée, la Ligne de Démarcation sera celle qui, en 1790, séparait la France de la Savoie et du Comté de Nice.

Les rapports que le Traité de Paris de 1814, avait rétablis entre la France et la Principauté de Monaco, cesseront à perpétuité, et les mêmes rapports existeront entre cette Principauté et Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

5. Tous les Territoires et Districts enclavés dans les limites du Territoire Français, telles qu'elles ont été déterminées par le présent Article, resteront réunies à la France.

6. Les Hautes Parties Contractantes nommeront, dans le délai de 3 mois après la signature du présent Traité, des Commissaires pour régler tout ce qui a rapport à la délimitation des Pays de part et d'autre; et aussitôt que le travail de ces Commissaires sera terminé, il sera dressé des Cartes, et placé des Poteaux, qui constateront les limites respectives.

ARTICLE II.

Les Places et les Districts qui, selon l'Article précédent, ne doivent plus faire partie du Territoire Français, seront remis à la disposition des Puissances Alliées, dans les termes fixés par l'Article IX de la Convention Militaire annexée au présent Traité; et Sa Majesté le Roi de France renonce à perpétuité pour Elle, ses Héritiers et Successeurs, aux Droits de Souveraineté et de Propriété qu'elle a exercé jusqu'ici sur les dits Places et Districts.

ARTICLE III.

Les Fortifications de Huningue ayant été constamment un objet d'inquiétude pour la Ville de Bâle, les Hautes Parties Contractantes, pour donner à la Confédération Helvétique une nouvelle preuve de leur bienveillance et de leur sollicitude, sont convenu entre elles de faire démolir les Fortifications de Huningue; et le Gouvernement Français s'engage, par le même motif, à ne les rétablir dans aucun tems, et à ne point remplacer par d'autres Fortifications, à une distance moindre que 3 lieues de la Ville de Bâle.

La Neutralité de la Suisse sera étendue au Territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette Ville, au midi du Lac d'Annecy, par Faverge jusqu'à Lecheraine, et de là au Lac du Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux Provinces de Chablais et de Faucigny, par l'Article XCII de l'Acte final du Congrès de Vienne.

ARTICLE IV.

La partie pécuniaire de l'Indemnité à fournir par la France aux Puissances Alliées, est fixée à la somme de 700,000,000 de francs. Le mode, les termes et les garanties du paiement de cette somme, seront réglés par une Convention Particulière, qui aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée au présent Traité.

ARTICLE V.

L'état d'inquiétude et de fermentation dont, après tant de secousses violentes, et surtout après la dernière catastrophe, la France, malgré les intentions paternelles de son Roi, et les avantages assurés par la Charte Constitutionnelle à toutes les classes de ses Sujets, doit nécessairement se ressentir encore, exigeant pour la sûreté des Etats voisins, des mesures de précaution et de garantie temporaires, il a été jugé indispensable de faire occuper, pendant un certain tems, par un Corps de Troupes Alliées, des Positions Militaires le long des Frontières de la France, sous la réserve expresse que cette Occupation ne portera aucun préjudice à la Souveraineté de Sa Majesté Très Chrétienne, ni à l'état de possession tel qu'il est reconnu et confirmé par le présent Traité.

Le nombre de ces Troupes ne dépassera pas 150,000 hommes. Le Commandant en Chef de cette Armée sera nommé par les Puissances Alliées.

Ce Corps d'Armée occupera les Places de Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, le Quesnoy, Maubeuge, Landrecies, Avesnes, Rocroy, Givet avec Charlemont, Mezières, Sedan, Montmédy, Thionville, Longvy, Bitsch, et la Tête de Pont du Fort-Louis.

L'entretien de l'Armée destinée à ce service devant être fourni par la France, une Convention Spéciale réglera tout ce qui peut avoir rapport à cet objet.

Cette Convention, qui aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée dans le présent Traité, réglera de même les relations de l'Armée d'Occupation avec les Autorités Civiles et Militaires du Pays.

Le *maximum* de la durée de cette Occupation Militaire est fixé à 5 ans. Elle peut finir avant ce terme, si, au bout de 3 ans, les Souverains Alliés, après avoir, de concert avec Sa Majesté le Roi de France, mûrement examiné leur situation et leurs intérêts réciproques, et le progrès que le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité aura faits en France, s'accordent à reconnaître que les motifs qui les portaient à cette mesure, ont cessé d'exister.

Mais quel que soit le résultat de cette délibération, toutes les Places et Positions

occupées par les Troupes Alliées seront, au terme de 5 ans révolus, évacuées sans autre délai, et remises à Sa Majesté Très Chrétienne, ou à Ses Héritiers et Successeurs.

ARTICLE VI.

Les Troupes Etrangères, autre que celles qui feront partie de l'Armée d'Occupation, évacueront le Territoire Français, dans les termes fixés par l'Article IX de la Convention Militaire annexée au présent Traité.

ARTICLE VII.

Dans tous les Pays qui changeront de Maîtres, tant en vertu du présent Traité, que des arrangemens qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux Habitans Naturel ou Etrangers, de quelque condition et Nation qu'ils soient, un espace de 6 ans, à compter de l'échange des Ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés, et se retirer dans tels Pays qu'il leur plaira de choisir.

ARTICLE VIII.

Toutes les dispositions du Traité de Paris du 30 Mai, 1814, relatives aux Pays cédés par ce Traité, s'appliqueront également aux différens Territoires et Districts cédés par le présent Traité.

ARTICLE IX.

Les Hautes Parties Contractantes s'étant fait représenter les différentes réclamations provenant du fait de la non-exécution des Articles XIX et suivans, du Traité du 30 Mai, 1814, ainsi que des Articles Additionnels de ce Traité, signés entre la Grande Bretagne et la France, désirant de rendre plus efficaces les dispositions énoncées dans ces Articles, et ayant à cet effet, déterminé par deux Conventions Séparées, la marche à suivre de part et d'autre pour l'exécution complete des Articles sus-mentionnés, les deux dites Conventions, telles qu'elles se trouvent jointes au présent Traité, auront la même force et valeur que si elles y étaient textuellement insérées.

ARTICLE X.

Tous les Prisonniers faits pendant les hostilités, de même que les Otages qui peuvent avoir été enlevés ou donnés, seront rendus dans le plus court délai possible. Il en sera de même des Prisonniers faits antérieurement au Traité du 30 Mai, 1814, et qui n'auraient point encore été restitués.

ARTICLE XI.

Le Traité de Paris, du 30 Mai, 1814, et l'Acte Final du Congrès de Vienne, du 9 Juin, 1815, sont confirmés, et seront maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui n'auraient pas été modifiées par les Clauses du présent Traité.

ARTICLE XII.

Le présent Traité, avec les Conventions qui y sont jointes, sera ratifié en un seul Acte, et les Ratifications en secret échangées dans le terme de deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 20 Novembre, l'an de Grâce, 1815.

(L.S.) CASTLEREAGH.
(L.S.) WELLINGTON.

(L.S.) RICHELIEU.

(English Version.)

In the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

THE Allied Powers having, by their united efforts, and by the success of their arms, preserved France and Europe from the convulsions with which they were menaced by the

late enterprise of Napoleon Bonaparte, and by the Revolutionary system reproduced in France, to promote its success ;

Participating at present with His Most Christian Majesty in the desire to consolidate, by maintaining inviolate the Royal Authority, and by restoring the operation of the Constitutional Charter, the order of things which had been happily re-established in France, as also in the object of restoring between France and her Neighbours those relations of reciprocal confidence and good will which the fatal effects of the Revolution and of the system of conquest had for so long a time disturbed ;

Persuaded, at the same time, that this last object can only be obtained by an Arrangement framed to secure to the Allies proper indemnities for the past, and solid guarantees for the future ;

They have, in concert with His Majesty the King of France, taken into consideration the means of giving effect to this Arrangement ; and being satisfied that the indemnity due to the Allied Powers cannot be either entirely Territorial or entirely Pecuniary, without prejudice to France in the one or other of her essential interests, and that it would be more fit to combine both the modes, in order to avoid the inconvenience which would result, were either resorted to, separately ; their Imperial and Royal Majesties have adopted this basis for their present transactions ; and, agreeing alike as to the necessity of retaining for a fixed time, in the Frontier Provinces of France, a certain number of Allied Troops ; they have determined to combine their different arrangements, founded upon these bases, in a Definitive Treaty.

For this purpose, and to this effect, His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, for himself and his Allies on the one part, and His Majesty the King of France and of Navarre on the other part, have named their Plenipotentiaries to discuss, settle, and sign the said Definitive Treaty, namely ;

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Right Honourable Robert Stewart, Viscount Castlereagh, Knight of the Most Noble Order of the Garter, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Colonel of the Londonderry Regiment of Militia, and His said Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;—and the Most Illustrious and Most Noble Lord Arthur, Duke, Marquess, and Earl of Wellington, Marquess of Douro, Viscount Wellington of Talavera and of Wellington, and Baron Douro of Wellesley, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Field Marshal of His Armies, Colonel of the Royal Regiment of Horse Guards, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Prince of Waterloo, Duke of Ciudad Rodrigo, and a Grandee of Spain of the First Class, Duke of Vittoria, Marquess of Torres Vedras, Count of Vimiera in Portugal, Knight of the Most Illustrious Order of the Golden Fleece, of the Spanish Military Order of St. Ferdinand, Knight Grand Cross of the Imperial Military Order of Maria Theresa, Knight Grand Cross of the Imperial Order of St. George of Russia, Knight Grand Cross of the Order of the Black Eagle of Prussia, Knight Grand Cross of the Portuguese Royal and Military Order of the Tower and Sword, Knight Grand Cross of the Royal and Military Order of Sweden of the Sword, Knight Grand Cross of the Orders of the Elephant of Denmark, of William of the Low Countries, of the Annunciade of Sardinia, of Maximilian Joseph of Bavaria, and of several others, and Commander of the Forces of His Britannic Majesty in France, and of the Army of His Majesty The King of the Low Countries ;

And His Majesty The King of France and of Navarre, the Sieur Armand Emanuel du Plessis Richelieu, Duke of Richelieu, Knight of the Royal and Military Order of Saint Louis, and of the Orders of St. Alexander Newsky, St. Wladimir, and St. George of Russia, Peer of France, First Gentleman of the Chamber of His Most Christian Majesty, his Minister and Secretary of State for Foreign Affairs, and President of the Council of his Ministers ;

Who, having exchanged their Full Powers, found to be in good and due form, have signed the following Articles :

ARTICLE I.

The Frontiers of France shall be the same as they were in the year 1790, save and except the modifications on one side and on the other, which are detailed in the present Article.

1st. On the Northern Frontiers, the Line of Demarcation shall remain as it was fixed by the Treaty of Paris, as far as opposite to Quiverain ; from thence it shall follow the ancient limits of the Belgian Provinces, of the late Bishopric of Liege, and of the Duchy of Bouillon, as they existed in the year 1790, leaving the Territories included (*enclavés*

within that line, of Phillippeville and Marienbourg, with the Fortresses so called, together with the whole of the Duchy of Bouillon, without the Frontiers of France.

From Villers near Orval, upon the confines of the Department of the Ardennes, and of the Grand Duchy of Luxembourg, as far as Perle, upon the great Road leading from Thionville to Treves, the Line shall remain as it was laid down by the Treaty of Paris.

From Perle it shall pass by Launsdorff, Walwieh, Sehardorff, Neiderveiling, Pelweiler, (all these places, with their Banlieus or Dependeneies remaining to France) to Houvre; and shall follow from thence the old Limits of the Distriet (*Pays*) of Sarrebruek, leaving Sarrelouis, and the course of the Sarre, together with the places situated to the right of the line above-described, and their Banlieues or Dependeneies, without the Limits of France.

From the Limits of the Distriet of Sarrebruek, the Line of Demareation shall be the same which at present separates from Germany, the Departments of the Moselle and of the Lower Rhine, as far as to the Lauter, which River shall from thence serve as the Frontier until it falls into the Rhine.

All the Territory on the left bank of the Lauter, including the Fortress of Landau, shall form part of Germany. The Town of Wiessenbourg, however, through which that River runs, shall remain entirely to France, with a rayon on the left bank, not exceeding 1,000 toises, and which shall be more particularly determined by the Commissioners who shall be charged with the approaching designation of the Boundaries.

2ndly. Leaving the Mouth of the Lauter, and continuing along the Departments of the Lower Rhine, the Upper Rhine, the Doubs and the Jura, to the Canton de Vaud, the Frontiers shall remain as fixed by the Treaty of Paris. The *Thalweg* of the Rhine shall form the Boundary between France and the States of Germany, but the Property of the Islands shall remain in perpetuity, as it shall be fixed by a new survey of the course of that River, and continue unchanged whatever variation that course may undergo in the lapse of time. Commissioners shall be named on both sides by the High Contracting Parties, within the space of three months, to proceed upon the said survey. One half of the bridge between Strasbourg and Kehl shall belong to France, and the other half to the Grand Duchy of Baden.

3rdly. In order to establish a direct communication between the Canton of Geneva and Switzerland, that part of the Pays de Gex, bounded on the east by the Lake Lemane, on the south, by the Territory of the Canton of Geneva, on the north, by that of the Canton de Vaud, on the west, by the course of the Versoix, and by a Line which comprehends the Communes of Collex-Bossy, and Meyrin, leaving the Commune of Ferney to France, shall be ceded to the Helvetic Confederacy, in order to be united to the Canton of Geneva.

The Line of the French Custom-houses shall be placed to the west of the Jura, so that the whole of the Pays de Gex shall be without that Line.

4thly. From the frontiers of the Canton of Geneva, as far as the Mediterranean, the Line of Demareation shall be that which in the year 1790 separated France from Savoy, and from the County of Nice.

The relations which the Treaty of Paris of 1814 had re-established between France and the Principality of Monaco, shall cease for ever, and the same relations shall exist between that Principality and His Majesty the King of Sardinia.

5thly. All the Territories and Districts included (*enclavés*) within the boundary of the French Territory, as determined by the present Article, shall remain united to France.

6thly. The High Contracting Parties shall name, within three months after the signature of the present Treaty, Commissioners to regulate every thing relating to the designation of the Boundaries of the respective Countries; and as soon as the labours of the Commissioners shall have terminated, Maps shall be drawn, and Landmarks shall be erected, which shall point out the respective limits.

ARTICLE II.

The Fortresses, Places, and Districts, which, according to the preceding Article are no longer to form part of the French Territory, shall be placed at the disposal of the Allied Powers, at the periods fixed by the IXth Article of the Military Convention annexed to the present Treaty; and His Majesty the King of France renounces, for Himself, His Heirs and Successors for ever, the Rights of Sovereignty and Property, which he has hitherto exercised over the said Fortresses, Places, and Districts.

ARTICLE III.

The Fortifications of Huningen having been constantly an object of uneasiness to

the Town of Basle, the High Contracting Parties, in order to give to the Helvetic Confederacy a new proof of their good will and of their solicitude for its welfare, have agreed among themselves to demolish the Fortifications of Huninguen; and the French Government engages, from the same motive, not to re-establish them at any time, and not to replace them by other Fortifications, at a distance of less than of three leagues from the Town of Basle.

The Neutrality of Switzerland shall be extended to the Territory situated to the north of a line to be drawn from Ugine, that Town being included, to the south of the Lake of Anneey, by Faverge, as far as Lecheraine, and from thence, by the Lake of Bourget, as far as the Rhone, in like manner as it was extended to the Provinces of Chablais and of Faucigny, by the XCIIId Article of the final Act of the Congress of Vienna.

ARTICLE IV.

The pecuniary part of the Indemnity to be furnished by France to the Allied Powers, is fixed at the sum of 700,000,000 of francs. The mode, the periods, and the guarantees for the payment of this sum, shall be regulated by a Special Convention, which shall have the same force and effect as if it were inserted, word for word, in the present Treaty.

ARTICLE V.

The state of uneasiness and of fermentation which after so many violent convulsions, and particularly after the late catastrophe, France must still experience, notwithstanding the paternal intentions of Her King, and the advantages secured to every class of His Subjects by the Constitutional Charter, requiring for the security of the neighbouring States, certain measures of precaution and of temporary guarantee, it has been judged indispensable to occupy, during a fixed time, by a Corps of Allied Troops, certain Military Positions along the Frontiers of France, under the express reserve that such Occupation shall in no way prejudice the Sovereignty of His Most Christian Majesty, nor the state of possession, such as it is recognized and confirmed by the present Treaty.

The number of these Troops shall not exceed 150,000 men. The Commander-in-Chief of this Army shall be nominated by the Allied Powers.

This Army shall occupy the Fortresses of Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambray, Le Quesnoy, Maubeuge, Landrecies, Avesnes, Rocroy, Givet with Charlemont, Mezières, Sedan, Montmedy, Thionville, Longwy, Bitsch, and the Tête-de-Pont of Fort Louis.

As the maintenance of the Army destined for this service is to be provided by France, a special Convention shall regulate every thing which may relate to that object.

This Convention, which shall have the same force and effect as if it were inserted word for word in the present Treaty, shall also regulate the relations of the Army of Occupation with the Civil and Military Authorities of the Country.

The utmost extent of the duration of this Military Occupation is fixed at five years. It may terminate before that period, if, at the end of three years, the Allied Sovereigns, after having, in concert with His Majesty the King of France, maturely examined their reciprocal situation and interests, and the progress which shall have been made in France, in the re-establishment of order and tranquillity, shall agree to acknowledge that the motives which led them to that measure have ceased to exist.

But whatever may be the result of this deliberation, all the Fortresses and Positions occupied by the Allied Troops shall, at the expiration of five years, be evacuated without further delay, and given up to His Most Christian Majesty, or to His Heirs and Successors.

ARTICLE VI.

The Foreign Troops, not forming part of the Army of Occupation, shall evacuate the French Territory, within the term fixed by the IXth Article of the Military Convention annexed to the present Treaty.

ARTICLE VII.

In all Countries which shall change Sovereigns, as well in virtue of the present Treaty, as of the arrangements which are to be made in consequence thereof, a period of six years, from the date of the exchange of the Ratiications, shall be allowed to the Inhabitants, Natives or Foreigners, of whatever condition and Nation they may be, to dispose of their property, if they should think fit so to do, and to retire to whatever Country they may choose,

ARTICLE VIII.

All the dispositions of the Treaty of Paris of the 30th of May, 1814, relative to the Countries ceded by that Treaty, shall equally apply to the several Territories and Districts ceded by the present Treaty.

ARTICLE IX.

The High Contracting Parties having caused representation to be made of the different claims arising out of the non-execution of the XIXth and following Articles of the Treaty of the 30th of May, 1814, as well as of the Additional Articles of that Treaty, signed between Great Britain and France, desiring to render more efficacious the stipulations made thereby; and having determined, by two separate Conventions, the line to be pursued on each side for that purpose, the said two Conventions, as annexed to the present Treaty, shall, in order to secure the complete execution of the above-mentioned Articles, have the same force and effect as if the same were inserted, word for word, herein.

ARTICLE X.

All Prisoners taken during the Hostilities, as well as all hostages which may have been carried off or given, shall be restored in the shortest time possible. The same shall be the case with respect to the Prisoners taken previously to the Treaty of the 30th May, 1814, and who shall not already have been restored.

ARTICLE XI.

The Treaty of Paris of the 30th of May, 1814, and the final Act of the Congress of Vienna, of the 9th of June, 1815, are confirmed, and shall be maintained in all such of their Enactments which shall not have been modified by the Articles of the present Treaty.

ARTICLE XII.

The present Treaty, with the Conventions annexed thereto, shall be ratified in one Act, and the Ratifications thereof shall be exchanged in the space of two months, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereunto the Seal of their Arms.

Done at Paris, this 20th day of November, in the year of our Lord 1815.

(L.S.) CASTLEREAGH.
(L.S.) WELLINGTON.

(L.S.) RICHELIEU.

(3.) *Treaty of Alliance and Friendship between Great Britain, Austria, Prussia and Russia, Signed at Paris, 20th November, 1815.*

(The Stipulations of the separate Treaties between Great Britain and Prussia, and Great Britain and Russia, Signed at the same time, were *verbatim* the same as those of this Treaty.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

LE but de l'Alliance conclue à Vienne le 25 Mars, 1815, ayant été heureusement atteint par le rétablissement en France de l'ordre de choses que le dernier attentât de Napoléon Bonaparte avait momentanément subverti; Leurs Majestés le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, l'Empereur de toutes les Russies, et le Roi de Prusse, considérant que le repos de l'Europe est essentiellement lié à l'affermissement de cet ordre de choses fondé sur le maintien de l'Autorité Royale et de la Charte Constitutionnelle, et voulant employer tous leurs moyens pour que la tranquillité générale, objet des vœux de l'humanité et but constant de leurs efforts, ne soit pas troublée de nouveau; désirant en outre de resserrer les liens qui les unissent pour l'intérêt commun de leurs Peuples; ont résolu de donner aux principes consacrés par les Traités de Chaumont du 1er Mars,

1814, et de Vienne du 25 Mars, 1815, l'application la plus analogue à l'état actuel des affaires, et de fixer d'avance, par un Traité solennel, les principes qu'elles se proposent de suivre pour garantir l'Europe des dangers qui pourront encore la menacer ;

A cette fin, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour discuter, arrêter et signer les conditions de ce Traité, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable Robert Stewart, Vicomte Castlereagh, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, Colonel du Régiment de Milice de Londonderry, et Son Principal Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires Etrangères,—Et le Très-Illustre et Très-Noble Seigneur, Arthur Duc, Marquis, et Comte de Wellington, Marquis de Douro, Vicomte Wellington de Talavera et de Wellington, et Baron Douro de Wellesley, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, Feld-Maréchal de Ses Armées, Colonel du Régiment Royal des Gardes à Cheval, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand Croix du Très Honorable Ordre Militaire du Bain, Prince de Waterloo, Duc de Ciudad Rodrigo, et Grand d'Espagne de la Première Classe, Duc de Vittoria, Marquis de Torres Vedras, Conde de Vimiera en Portugal, Chevalier du Très-Illustre Ordre de la Toison d'Or, de l'Ordre Militaire de St. Ferdinand d'Espagne, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Impérial Militaire de Maria Thérèse, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Impérial de St. George de Russie, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle Noir de Prusse, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal Militaire de Tour et de l'Epée de Portugal, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal Militaire de l'Epée de Suède, Chevalier Grand-Croix des Ordres de l'Eléphant de Dannemarc, de Guillaume des Pays-Bas, de l'Annonciation de Sardaigne, de Maximilien Joseph de Bavière, et de plusieurs autres, et Commandant en Chef des Armées Britanniques en France, et celles de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Clément Wenceslas Lothaire, Prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, Chevalier de la Toison d'Or, Grand-Croix de l'Ordre Royal de St. Etienne, Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre-Newsky, et de Ste. Anne de la Première Classe, Grand Cordon de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, de l'Ordre Suprême de l'Annonciade, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge, des Séraphins, de St. Joseph de Toscane, de St. Hubert, de l'Aigle d'Or de Wurtemberg, de la Fidélité de Bade, de St. Jean de Jérusalem, et de plusieurs autres, Chancelier de l'Ordre Militaire de Marie-Thérèse, Curateur de l'Académie des Beaux-Arts, Chambellan, Conseiller intime actuel de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Son Ministre d'Etat, des Conférences et des Affaires Etrangères ;—et le Sieur Jean Philippe Baron de Wessenberg, Grand-Croix de l'Ordre Royal de St. Etienne ; Grand-Croix de l'Ordres Militaires et Religieux des Saints Maurice et Lazare, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, de celui de la Couronne de Bavière, de St. Joseph de Toscane, et de la Fidélité de Bade, Chambellan et Conseiller intime actuel de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême.

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont réunis sur les Articles suivans :

ARTICLE I.

Les Hautes Parties Contractantes se promettent réciproquement de maintenir, dans sa force et vigueur, le Traité signé aujourd'hui avec Sa Majesté Très-Chrétienne, et de veiller à ce que les Stipulations de ce Traité, ainsi que celles des Conventions Particulières qui s'y rapportent, soient strictement et fidèlement exécutées dans toute leur étendue.

ARTICLE II.

S'étant engagés dans la Guerre qui vient de finir, pour maintenir inviolables les arrangemens arrêtés à Paris l'année dernière, pour la sûreté et l'intérêt de l'Europe, les Hautes Parties Contractantes ont jugé convenable de renouveler par le présent Acte, et de confirmer comme mutuellement obligatoires, les dits arrangemens,—sauf les modifications que le Traité signé aujourd'hui avec les Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne y a apportées,—et particulièrement ceux par lesquels Napoléon Bonaparte et sa Famille, en suite du Traité du 11 Avril, 1814, ont été exclus à perpetuité du Pouvoir Suprême en France, laquelle exclusion les Puissances Contractantes s'engagent, par le présent Acte, à maintenir en pleine vigueur, et s'il était nécessaire, avec toutes

leurs Forces; et comme les mêmes principes Révolutionnaires qui ont soutenu la dernière Usurpation Criminelle pourraient encore, sous d'autres formes déchirer la France, et menacer ainsi le repos des autres États, les Hautes Parties Contractantes, reconnaissant solennellement le devoir de redoubler leurs soins pour veiller, dans des circonstances pareilles, à la tranquillité et aux intérêts de leurs Peuples, s'engagent, dans le cas qu'un aussi malheureux évènement vînt à éclater de nouveau, à concerter entr'elles, et avec Sa Majesté Très-Chrétienne, les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour la sûreté de leurs États respectifs, et pour la tranquillité générale de l'Europe.

ARTICLE III.

En convenant avec Sa Majesté Très-Chrétienne de faire occuper pendant un certain nombre d'années, par un Cour des Troupes Alliées, une Ligne de Positions Militaires en France, les Hautes Parties Contractantes ont eu en vue d'assurer autant qu'il est en leur pouvoir, l'effet des Stipulations des Articles I et II du présent Traité; et, constamment disposées à adopter toute mesure salutaire propre à assurer la tranquillité en Europe par le maintien de l'ordre rétabli en France, elles s'engagent, dans le cas que le dit Corps d'Armée fût attaqué ou menacé d'une attaque de la part de la France, comme dans celui que les Puissances fussent obligées de se remettre en état de Guerre contre elle, pour maintenir l'un ou l'autre des susdites Stipulations, ou pour assurer et soutenir les grands intérêts auxquels elles se rapportent, à fournir sans délai, d'après les Stipulations du Traité de Chaumont, et notamment d'après les Articles VII et VIII de ce Traité, en sus des Forces qu'elles laissent en France, chacune son plein Contingent de 60,000 hommes, ou telle partie de ce Contingent que l'on voudra mettre en activité, selon l'exigence du cas.

ARTICLE IV.

Si les Forces stipulées par l'Article précédent se trouvaient malheureusement insuffisantes, les Hautes Parties Contractantes se concerteront, sans perte de temps, sur le nombre additionnel de Troupes que chacune fournira pour le soutien de la Cause Commune, et elles s'engagent à employer, en cas de besoin, la totalité de leurs Forces pour conduire la Guerre à une issue prompte et heureuse; se réservant d'arrêter entr'elles, relativement à la Paix qu'elles signeraient d'un commun accord, des arrangemens propres à offrir à l'Europe une garantie suffisante contre le retour d'une calamité semblable.

ARTICLE V.

Les Hautes Parties Contractantes, s'étant réunies sur les dispositions consignées dans les Articles précédens, pour assurer l'effet de leurs engagements pendant la durée de l'Occupation Temporaire, déclarent en outre, qu'après l'expiration même de cette mesure, lesdits Engagemens n'en resteront pas moins dans toute leur force et vigueur, pour l'exécution de celles qui seront reconnues nécessaires au maintien des Stipulations contenues dans les Articles I et II du présent Acte.

ARTICLE VI.

Pour assurer et faciliter l'exécution du présent Traité, et consolider les rapports intimes qui unissent aujourd'hui les 4 Souverains pour le bonheur du Monde, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de renouveler à des époques déterminées, soit sous les auspices immédiats des Souverains, soit par leurs Ministres respectifs, des Réunions consacrées aux grands intérêts communs et à l'examen des mesures qui, dans chacune de ces époques, seront jugées les plus salutaires pour le repos et la prospérité des Peuples, et pour le maintien de la Paix de l'Europe.

ARTICLE VII.

Le présent Traité sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées dans deux mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Paris, le 20 Novembre, l'an de Grâce, 1815.

(L.S.)	CASTLEREAGH.
(L.S.)	WELLINGTON.
(L.S.)	METTERNICH.
(L.S.)	WESSENBURG.

(English Version.)

In the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

THE purpose of the Alliance concluded at Vienna, the 25th day of March, 1815, having been happily attained by the re-establishment in France of the order of things which the last criminal attempt of Napoleon Bonaparte had momentarily subverted; their Majesties the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the Emperor of all the Russias, and the King of Prussia, considering that the repose of Europe is essentially interwoven with the confirmation of the order of things founded on the maintenance of the Royal Authority and of the Constitutional Charter, and wishing to employ all their means to prevent the general tranquillity (the object of the wishes of mankind and the constant end of their efforts) from being again disturbed; desirous moreover to draw closer the ties which unite them for the common interests of their People, have resolved to give to the principles solemnly laid down in the Treaties of Chaumont of the 1st of March, 1814, and of Vienna of the 25th of March, 1815, the application the most analogous to the present state of affairs, and to fix beforehand by a solemn Treaty the principles which they propose to follow, in order to guaranty Europe from the dangers by which she may still be menaced;

For which purpose the High Contracting Parties have named, to discuss, settle, and sign the conditions of this Treaty, namely:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Robert Stewart, Viscount Castlereagh, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Member of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Member of the Parliament of the United Kingdom, Colonel of the Londonderry Regiment of Militia, and His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;—and the Most Illustrious and Most Noble Lord Arthur, Duke, Marquess, and Earl of Wellington; Marquess of Douro, Viscount Wellington of Talavera, and Baron Douro of Wellesley, one of His said Majesty's Privy Councillors, Field Marshal of his Armies, Colonel of the Royal Regiment of Horse Guards, Knight of the Most Noble Order of the Garter, Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Prince of Waterloo, Duke of Ciudad Rodrigo, and a Grandee of Spain of the First Class, Duke of Vittoria, Marquess of Torres Vedras, Earl of Vimiera in Portugal, Knight of the Most Illustrious Order of the Golden Fleece, of the Spanish Military Order of St. Ferdinand, Grand Cross of the Imperial Military Order of Maria Theresa, Grand Cross of the Imperial Order of St. George of Russia, Grand Cross of the Order of the Black Eagle of Prussia, Grand Cross of the Royal Portuguese Military Order of the Tower and Sword, Grand Cross of the Royal Swedish Military Order of the Sword, Grand Cross of the Orders of the Elephant of Denmark, of William of The Netherlands, of the Annunciation of Sardinia, of Maximilian Joseph of Bavaria, and of several others, and Commander in Chief of the British Armies in France, and those of His Majesty The King of the Netherlands;

And His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the Sieur Clement Wenceslas Lothaire, Prince of Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, Knight of the Golden Fleece, Grand Cross of the Royal Order of St. Stephen, Knight of the Orders of St. Andrew, of Saint Alexander Newsky, and of St. Anne of the First Class, Grand Cordon of the Legion of Honour, Knight of the Order of the Elephant, of the Supreme Order of the Annunciation, of the Black and of the Red Eagle, of the Seraphim, of St. Joseph of Tuscany, of St. Hubert, of the Golden Eagle of Wurtemberg, of Fidelity of Baden, of St. John of Jerusalem, and of several others, Chancellor of the Military Order of Maria-Theresa, Curator of the Academy of Fine Arts, Chamberlain and Privy Councillor of His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, his Minister of State, of Conferences and for Foreign Affairs;—and the Sieur John Philip, Baron of Wessenberg, Grand Cross of the Royal Order of St. Stephen, Grand Cross of the Military and Religious Orders of St. Maurice and of St. Lazarus, Grand Cross of the Order of the Red Eagle of Prussia, of that of the Crown of Bavaria, of St. Joseph of Tuscany, and of Fidelity of Baden, Chamberlain and Privy Councillor of His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia;

Who, after having exchanged their Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

ARTICLE I.

The High Contracting Parties reciprocally promise to maintain, in its force and vigour, the Treaty signed this day with his Most Christian Majesty, and to see that the Stipulations of the said Treaty, as well as those of the Particular Conventions which have reference thereto, shall be strictly and faithfully executed in their fullest extent.

ARTICLE II.

The High Contracting Parties having engaged in the War which is just terminated, for the purpose of maintaining inviolably the arrangements settled at Paris last year, for the safety and interest of Europe, have judged it advisable to renew the said engagements by the present Act, and to confirm them as mutually obligatory,—subject to the modifications contained in the Treaty signed this day with the Plenipotentiaries of His Most Christian Majesty,—and particularly those by which Napoleon Bonaparte and his Family, in pursuance of the Treaty of the 11th of April, 1814, have been for ever excluded from the Supreme Power in France, which exclusion the Contracting Powers bind themselves, by the present Act, to maintain in full vigour, and, should it be necessary, with the whole of their Forces. And as the same Revolutionary principles which upheld the last criminal usurpation, might again, under other forms, convulse France, and thereby endanger the repose of other States; under these circumstances, the High Contracting Parties, solemnly admitting it to be their duty to redouble their watchfulness for the tranquillity and interests of their People, engage, in case so unfortunate an event should again occur, to concert amongst themselves, and with His Most Christian Majesty, the measures which they may judge necessary to be pursued for safety of their respective States, and for the general tranquillity of Europe.

ARTICLE III.

The High Contracting Parties, in agreeing with His Most Christian Majesty that a Line of Military Positions in France should be occupied by a Corps of Allied Troops, during a certain number of years, had in view to secure, as far as lay in their power, the effect of the Stipulations contained in Articles I and II of the present Treaty; and uniformly disposed to adopt every salutary measure calculated to secure the tranquillity of Europe by maintaining the order of things re-established in France, they engage that, in case the said Body of Troops should be attacked or menaced with an attack on the part of France, the said Powers should be again obliged to place themselves on a War Establishment against that Power, in order to maintain either of the said Stipulations, or to secure and support the great interests to which they relate, each of the High Contracting Parties shall furnish, without delay, according to the Stipulations of the Treaty of Chaumont, and especially in pursuance of the VIIth and VIIIth Articles of this Treaty, its full Contingent of 60,000 men, in addition to the Forces left in France, or such part of the said Contingent as the exigency of the case may require, should be put in motion.

ARTICLE IV.

If, unfortunately, the Forces stipulated in the preceding Article should be found insufficient, the High Contracting Parties will concert together, without loss of time, as to the additional number of Troops to be furnished by each for the support of the Common Cause; and they engage to employ, in case of need, the whole of their Forces, in order to bring the War to a speedy and successful termination; reserving to themselves the right to prescribe, by common consent, such conditions of Peace as shall hold out to Europe a sufficient guarantee against the recurrence of a similar calamity.

ARTICLE V.

The High Contracting Parties, having agreed to the dispositions laid down in the preceding Articles, for the purpose of securing the effect of their engagements during the period of the Temporary Occupation, declare, moreover, that even after the expiration of this measure, the said engagements shall still remain in full force and vigour, for the purpose of carrying into effect such measures as may be deemed necessary for the maintenance of the stipulations contained in the Articles I. and II. of the present Act.

ARTICLE VI.

To facilitate and to secure the execution of the present Treaty, and to consolidate the connections, which at the present moment so closely unite the four Sovereigns for the happiness of the World, the High Contracting Parties have agreed to renew their Meetings at fixed periods, either under the immediate auspices of the Sovereigns themselves, or by their respective Ministers, for the purpose of consulting upon their common interests, and for the consideration of the measures which at each of those periods shall be considered the most salutary, for the repose and prosperity of Nations, and for the maintenance of the Peace of Europe.

ARTICLE VII.

The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged within two months, or sooner, if possible.

In faith of which, the respective Plenipotentiaries have signed it, and affixed thereto the Seal of their Arms.

Done at Paris, the 20th of November, in the year of our Lord, 1815.

(L.S.)	CASTLEREAGH.
(L.S.)	WELLINGTON.
(L.S.)	METTERNICH.
(L.S.)	WESSENBERG.

TREATIES OF PEACE AND
ALLIANCE,

Signed at Paris, 30th May, 1814, and
20th November, 1815.

*Presented to the House of Commons, by Command
of Her Majesty, in pursuance of their Address of
February 16, 1860.*

LONDON:
PRINTED BY HARRISON AND SONS.



DC
238
.5
G7
1814

Gt. Brit. Treaties, etc.,
1814
Treaties of peace and
alliance

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

